

HC
111
.A314
1978-
1979

IC

RAPPORT ANNUEL 1978-1979



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Industrie
et Commerce

Industry, Trade
and Commerce

Industry, Trade and Commerce	Industrie et Commerce
OCT 9 1980	
Library	Bibliothèque

Honorable Herb Gray
Ministre de l'Industrie et du Commerce
Ottawa (Canada)

Dear Mr. Minister,

I am pleased to have submitted to you the annual report of
the Ministry of Industry and Commerce, for
the period 1st April 1978 to 31 March 1979.

Robert L. ...
Minister of Industry
and Commerce

Ministère de l'Industrie et du Commerce
RAPPORT ANNUEL
1978-1979

Dear Mr. Minister,
I am pleased to have submitted to you the annual report of
the Ministry of Industry and Commerce, for
the period 1st April 1978 to 31 March 1979.

Yours faithfully,

I am pleased to have submitted to you the annual report of
the Ministry of Industry and Commerce, for
the period 1st April 1978 to 31 March 1979.

I am pleased to have submitted to you the annual report of
the Ministry of Industry and Commerce, for
the period 1st April 1978 to 31 March 1979.

I am pleased to have submitted to you the annual report of
the Ministry of Industry and Commerce, for
the period 1st April 1978 to 31 March 1979.

Herb Gray

Herb Gray
Minister of Industry
and Commerce

1980-1981
1980-1981

© **Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1980**

N° de cat. Id 1-1979F

ISBN 0-662-90758-2

OTTAWA

L'honorable Herb Gray
Ministre de l'Industrie et du Commerce
Ottawa (Ontario)

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel des activités du ministère de l'Industrie et du Commerce, du 1^{er} avril 1978 au 31 mars 1979.


Robert Johnstone
Sous-ministre

OTTAWA

Son Excellence
le très honorable Edward Schreyer, C.C.
Gouverneur général du Canada

Excellence,

J'ai l'honneur de présenter à votre Excellence le rapport annuel du ministère de l'Industrie et du Commerce, pour la période du 1^{er} avril 1978 au 31 mars 1979.

C'est le résumé des politiques et activités du Ministère, ainsi que des services qu'il a rendus, qui est soumis à votre Excellence.

Je vous prie d'agrèer, Excellence, l'assurance de mon profond respect.


Herb Gray
Ministre de l'Industrie
et du Commerce

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Faits saillants.....	3
Expansion des entreprises	
Programmes.....	4
Petite entreprise.....	8
Technologie.....	8
Design Canada.....	9
Liaison avec les institutions financières et les sociétés....	10
Marketing international	
Service des délégués commerciaux et activités régionales.....	11
Direction générale des projets outre-mer.....	11
Projets de promotion.....	12
Export Canada 79.....	12
Programmes de défense.....	13
Relations commerciales internationales	
Direction générale des relations générales.....	14
Direction générale de la politique sur l'importation de certains produits.....	15
Europe de l'Est.....	15
Europe de l'Ouest.....	16
Pacifique, Asie et Afrique.....	18
Hémisphère occidental.....	20
Expansion de l'industrie et du commerce	
Groupes d'étude consultatifs.....	23
Textiles et produits de consommation.....	24
Agriculture, pêches et produits alimentaires.....	25
Produits chimiques.....	26
Électricité et électronique.....	27
Machines.....	28
Transformation des richesses naturelles.....	28
Construction et services de consultation.....	31
Industries de transport.....	32
Services de transport.....	34
Direction générale de la commercialisation des céréales.....	35
Services de distribution.....	36
Tourisme	
Marketing.....	37
Planification des politiques et relations avec l'industrie touristique.....	38
Administration et personnel	
Gestion financière.....	39
Services professionnels et administratifs.....	39
Personnel.....	39
Commission du système métrique.....	40
État des dépenses.....	41
État des recettes.....	42

FAITS SAILLANTS

Le ministère de l'Industrie et du Commerce favorise l'expansion d'une base industrielle solide au Canada et encourage la vente de biens et services canadiens à l'étranger. L'année financière 1978-1979 a été active pour le Ministère et voici une liste non exhaustive des réalisations les plus importantes:

- Les exportations canadiennes ont atteint un total de \$52,5 milliards en 1978 tandis que les importations atteignaient \$49,1 milliards pour aboutir à un excédent record de \$3,4 milliards pour le commerce. Les exportations de produits entièrement manufacturés ont connu une augmentation de 40%.

- Plus de 200 hommes d'affaires canadiens ont participé à 27 missions commerciales du Ministère dans 43 pays. De même, 802 compagnies ont participé à 56 expositions commerciales dans le monde entier. Les ventes réalisées sur place ont atteint environ \$27 millions.

- De nouvelles stratégies industrielles ont été annoncées pour les secteurs de la construction navale et des produits forestiers. Ces politiques sont le fruit d'une série de consultations menées depuis 1977 entre les gouvernements, l'industrie, les travailleurs et le monde universitaire.

- Les secteurs de l'agriculture, des pêches et des produits alimentaires ont obtenu une aide fédérale par l'intermédiaire du Programme de développement des marchés d'exportation (PDME). Une somme d'environ \$7 millions a été débloquée au cours de l'année dans le cadre de ce programme, ce qui a favorisé des ventes à l'exportation d'une valeur approximative de \$1,5 milliard.

- Le Programme d'expansion des entreprises (PEE) a été élargi afin d'aider les compagnies touchées par les modifications des tarifs douaniers résultant des négociations commerciales multilatérales

(NCM). Une somme totale de \$135 millions a été accordée à 146 entreprises sous forme de prêts et de garanties d'aide de transition. Une somme de \$39 millions a été allouée pour 254 projets concernant des innovations ou la mise au point de produits.

- Les quotas d'importation de vêtements ont été supprimés au cours de l'année et remplacés le 1er janvier 1979 par un certain nombre de restrictions volontaires négociées avec nos principaux fournisseurs ayant des prix de revient faibles.

- L'industrie touristique s'est développée au cours de l'année et plus de 13,5 millions d'étrangers ont visité le Canada. Cependant, le déficit touristique est passé de \$1,6 milliard en 1977 à \$1,7 milliard en 1978.

- Un programme privé et public d'assurance-risque a été lancé en vue d'accroître le financement privé des petites entreprises. Plus de 130 entreprises de fabrication ont reçu une assurance sur des prêts pour un total de \$105 millions.

- Les petites entreprises ont reçu plus de 7800 prêts d'un montant supérieur à \$190 millions.

- Un groupe d'étude a été créé pour étudier les possibilités de participation technique et industrielle de firmes canadiennes à d'importants projets nationaux.

- Un comité d'étude a été constitué pour étudier les services de promotion des exportations du gouvernement fédéral.

- Dix centres d'information aux entreprises ont été ouverts dans les bureaux régionaux d'Industrie et Commerce à travers le Canada pour informer les hommes d'affaires sur les programmes et services offerts par le gouvernement fédéral.

- Des missions ministérielles ont visité le Japon, la Corée, la République populaire de Chine, l'Indonésie, les Philippines, Trinité-et-Tobago et l'Inde.

EXPANSION DES ENTREPRISES

Programmes

Le Programme d'expansion des entreprises (PEE), destiné principalement aux petites et moyennes entreprises, aide les entreprises de fabrication et de transformation à accroître leur viabilité et leur compétitivité à l'échelon international. Il encourage les innovations dans la conception et la mise au point de produits ou de procédés nouveaux ou améliorés et aide les compagnies à suivre l'évolution de la concurrence.

Le programme est géré par la Commission centrale d'expansion des entreprises et par 10 Commissions régionales qui peuvent fournir jusqu'à \$200 000 d'aide à des entreprises ayant des ventes annuelles inférieures à \$5 millions.

Le PEE offre:

1) une assurance allant jusqu'à 90% des prêts à terme consentis par des prêteurs

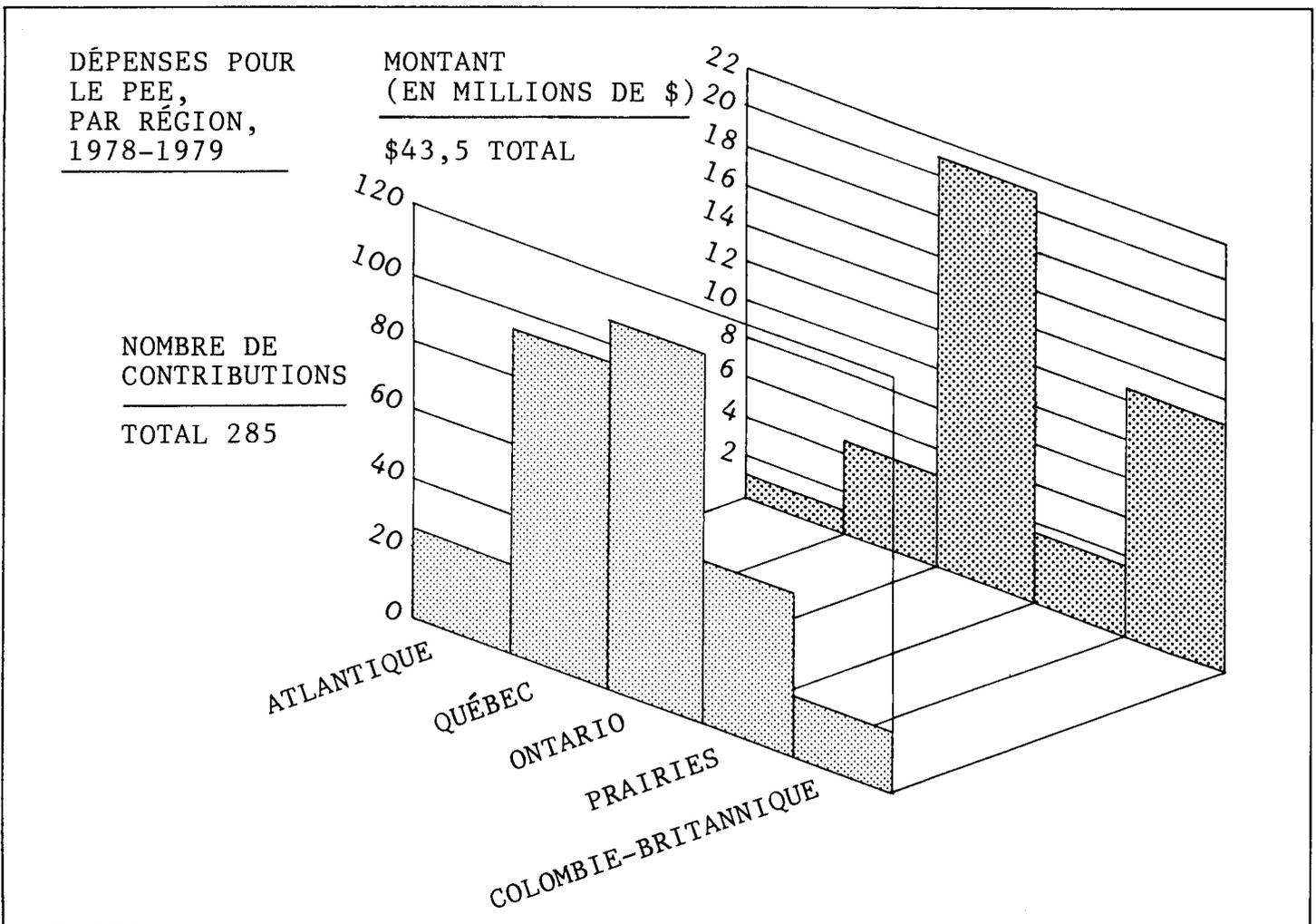
privés pour des activités de restructuration ou pour étoffer le fonds de roulement lorsque les sources normales de financement ne sont pas disponibles à des conditions raisonnables;

2) des subventions allant jusqu'à 75% des coûts admissibles pour des projets de recherche et de développement si le projet constitue une charge importante pour les ressources de la compagnie;

3) des subventions allant jusqu'à 75% en vue d'engager des experts-conseils pour réaliser des études de marché, des études sur l'accroissement de la productivité, des projets de mise au point et de conception de produits et des projets technologiques touchant la pollution.

Des aides particulières sont également disponibles:

1) une assurance-prêt et des subventions de consultation pour encourager la restructuration des industries de la chaussure ou du tannage;



2) une assurance-prêt et des subventions de consultation pour faciliter les fusions et les acquisitions d'entreprises de fabrication et de transformation.

Au cours de l'année, les règlements du PEE ont été modifiés afin d'offrir de nouveaux types d'aide touchant les fusions et les acquisitions, les préjudices découlant des négociations sur les tarifs douaniers, les investissements dans certains types de propriété intellectuelle, les projets de réduction de la pollution et les projets d'identification des produits et d'essai des marchés. Les règlements ont également été modifiés de façon à offrir une assurance-prêt de 100% aux industries de la chaussure et du tannage et une modification du rapport des coûts pour les projets d'innovation, de conception et de consultation.

Les commissions centrale et régionales ont autorisé 146 prêts ou garanties de prêts d'aide de transition d'une valeur de \$135 millions au cours de l'année financière. Ils ont également contribué pour \$39 millions au coût de 254 projets d'innovation et de mise au point de produits.

Les projets d'innovation ont porté sur un large éventail industriel comprenant les machines, les instruments électroniques, les composants navals, le matériel de communications, les véhicules automobiles, les composants du bâtiment, les textiles, les équipements de sport et divers procédés chimiques.

Une somme totale de \$2,3 millions a été approuvée pour 128 projets touchant l'amélioration de la productivité, l'aptitude au design industriel et l'aide de consultation dans l'élaboration de projets de restructuration. Les commissions régionales ont approuvé 60 projets d'une valeur de \$544 000.

Plus de 130 entreprises de fabrication ont bénéficié d'une assurance-prêt totalisant \$105 millions. De ces prêts, 72 ont été autorisés par les commissions régionales pour un total de \$7,2 millions.

Le Programme a fourni des prêts directs de \$5,5 millions aux industries de la chaussure et du tannage et \$21,4 millions d'assurance pour aider à financer les ventes d'avions Dash-7 et de matériel informatique.

L'aide a été offerte dans toutes les régions du Canada et à tous les secteurs industriels. Les secteurs les plus actifs ont été les produits de consommation, le marketing, l'électricité et l'électronique.

Développement des marchés d'exportation

Le Programme de développement des marchés d'exportation (PDME), créé en 1971 pour développer et accroître les exportations canadiennes, partage avec les entreprises les risques financiers encourus pour pénétrer sur les marchés étrangers.

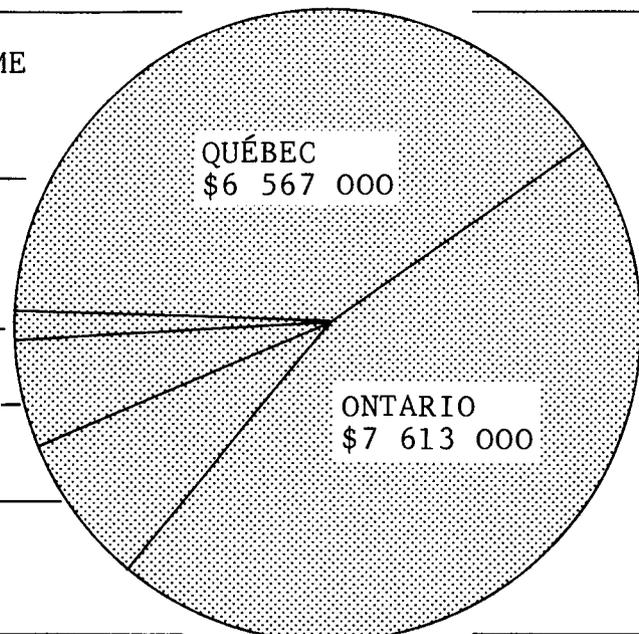
DÉPENSES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS D'EXPORTATION ANNÉE FINANCIÈRE 1978-1979

TOTAL \$11 294 000

ATLANTIQUE
\$255 000

COLOMBIE-BRITANNIQUE
\$864 000

PRAIRIES
\$1 280 000



Le Programme comporte cinq sections couvrant les soumissions sur les projets spéciaux, l'identification des marchés, la participation à des foires commerciales, les acheteurs étrangers et la formation de consortiums d'exportation. Si les contacts aboutissent à des ventes, l'aide reçue doit être remboursée.

Au cours de l'année, le Ministère a reçu près de 2500 demandes d'aide dans le cadre du PDME. Plus de 1000 entreprises canadiennes, dont 242 nouvelles sociétés, ont reçu au total \$7,1 millions, soit une augmentation de 24% par rapport à l'année précédente. Le Ministère a récupéré \$1 million depuis le début du programme en 1971. D'après les rapports des sociétés, l'aide accordée dans le cadre du PDME a impliqué des ventes à l'exportation de \$1,5 milliard. Depuis le lancement du Programme, l'aide accordée a abouti à des ventes totales de \$3,7 milliards.

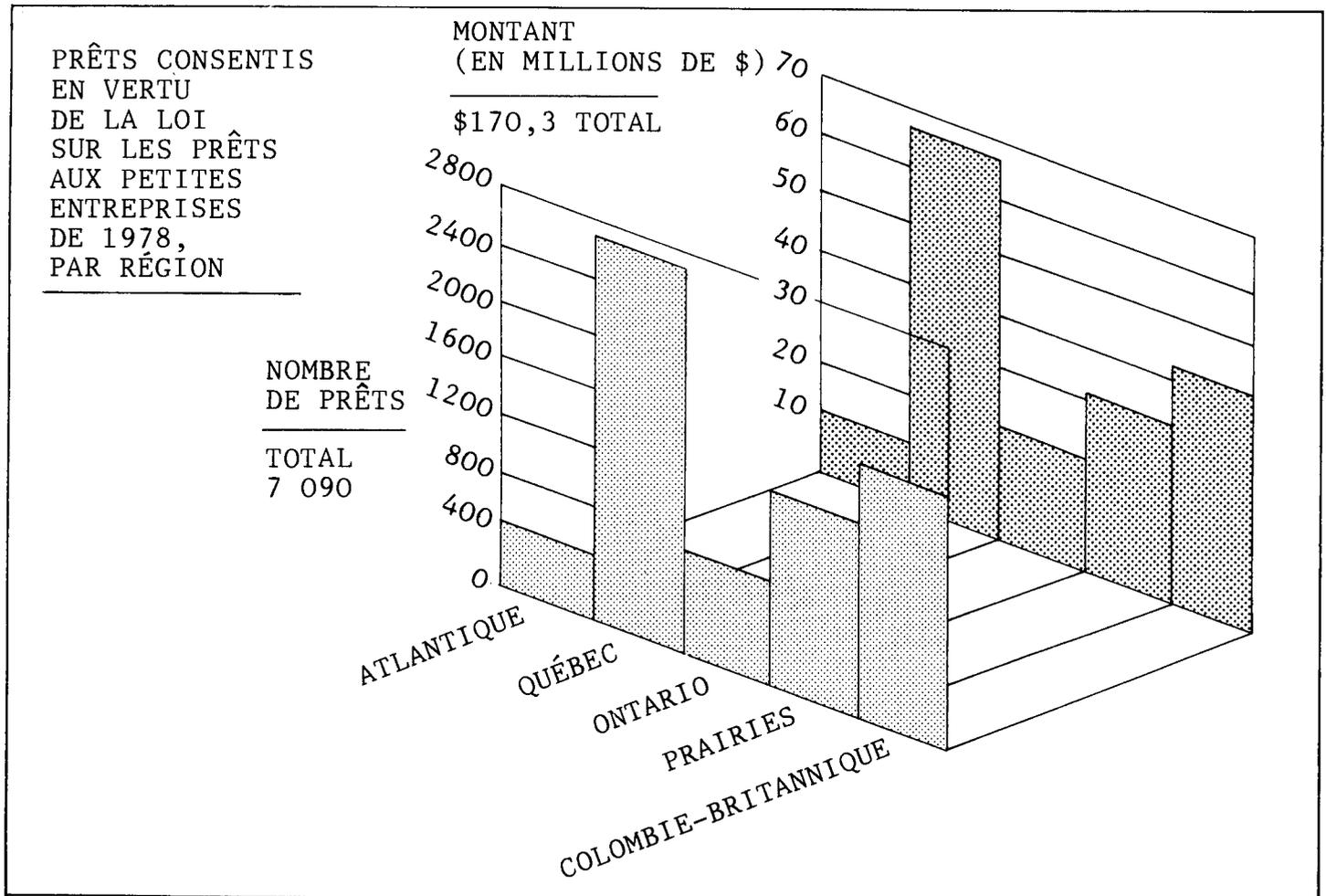
Les secteurs industriels les plus actifs ont été la construction de bâtiments commerciaux et d'institutions, les usines, les transports et les richesses primaires.

Les régions les plus actives ont été le Moyen-Orient, l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine.

Parmi les projets couronnés de succès, citons:

- une vente de simulateurs de vol à Singapour pour un montant de \$7,1 millions;
- un contrat de \$15,6 millions pour la gestion d'un centre de traitement électronique des données en Arabie Saoudite;
- un contrat de \$530 000 en vue de fournir des services de consultation, d'ingénierie et de gestion en Iran;
- une vente de matériel de sciage au Brésil pour un montant de \$1,7 million.

En 1978-1979, le PDME a été élargi pour y inclure l'identification des marchés américains et les missions d'acheteurs étrangers et pour partager le coût de développement et de mise en oeuvre de plans de pénétration sur les marchés étrangers.



Prêts aux petites entreprises

L'application de la Loi sur les prêts aux petites entreprises a été transférée le 1er avril 1978 du ministère des Finances au ministère de l'Industrie et du Commerce.

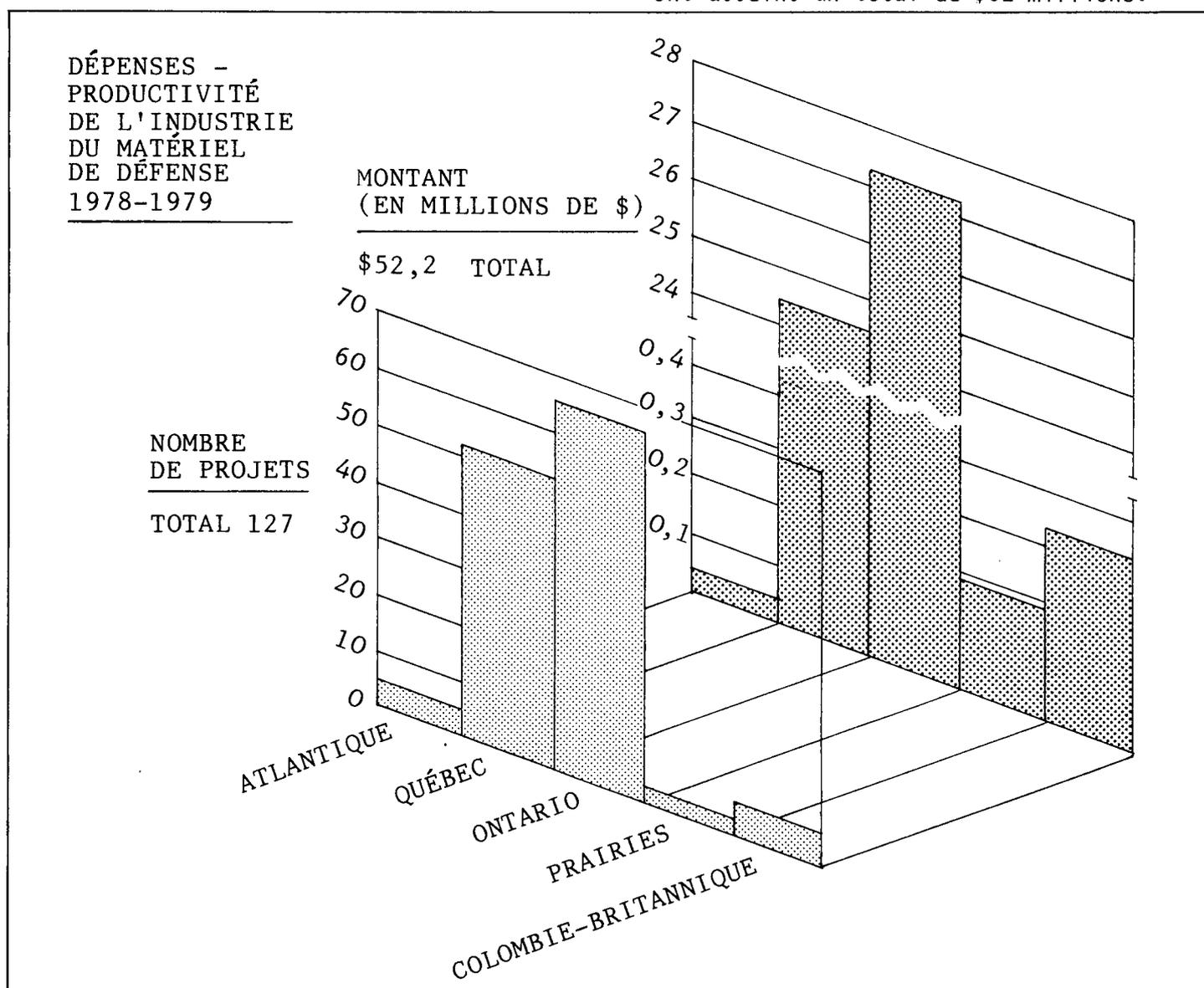
Le Programme encourage les prêteurs du secteur privé à consentir aux petites entreprises canadiennes des prêts à terme en vue d'améliorer les immobilisations. Les prêts sont garantis et le taux d'intérêt maximal demandé est supérieur de 1% au taux préférentiel des banques. La durée maximum des prêts est de 10 ans.

Au cours de l'année, 7844 prêts ont été consentis pour un montant de \$190 074 576 contre 5259 pour une valeur de \$109 637 772 en 1977-1978.

Productivité de l'industrie du matériel de défense

Le Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense (PPIMD) aide à développer et à conserver les aptitudes technologiques au Canada et favorise donc les exportations. Le Programme fonctionne en vertu d'accords internationaux de partage de l'expansion et de la production du matériel de défense. Il finance des programmes d'expansion choisis, verse la moitié du coût d'achat du matériel de pointe nouveau, nécessaire pour moderniser les usines et finance la mise en place des installations et la production des pièces et des matériaux.

Au cours de l'année financière, 47 projets ont été achevés et ont abouti à des ventes de \$590 millions. Des contrats ont été signés pour 170 projets et les dépenses ont atteint un total de \$52 millions.



En outre, 60% des ventes réalisées dans le cadre du Programme ont été faites sur le marché du matériel de défense tandis que 40% ont touché des exportations civiles. Près de 85% des ventes de matériel de défense ont été faites sur des marchés étrangers.

Recherche et développement de l'énergie industrielle

Le Programme de recherche et de développement de l'énergie industrielle (IERD), lancé en octobre 1977, aide l'industrie canadienne à rechercher et à développer les procédés nouveaux et améliorés destinés à diminuer la consommation d'énergie industrielle. Le Programme aide également à promouvoir et à vendre cette technologie.

Depuis son lancement, 10 projets d'une valeur de \$1 822 000 ont été approuvés. Le Ministère contribue jusqu'à concurrence de 50% des coûts prévus.

Petite entreprise

Le gouvernement a poursuivi la mise en oeuvre du plan gouvernemental en 10 points destiné aux petites entreprises. Ce plan a été annoncé en 1977 dans le but de renforcer ce secteur de l'économie canadienne.

Au cours de l'année financière, 11 000 fabricants ont été exemptés de la taxe de vente fédérale parce que leurs ventes annuelles étaient inférieures à \$50 000. Des mesures ont été prises pour exempter de petits fabricants de la taxe à l'achat ou à l'importation de machines de production.

Une loi a été votée en vue de permettre un report d'impôt allant jusqu'à \$200 000 de gains en capital réalisés lors du transfert de la propriété d'une petite entreprise d'un parent aux enfants ou aux petits-enfants. La Loi de l'impôt sur le revenu a également été modifiée pour permettre de plus larges déductions pour les pertes en capital. Ces pertes peuvent maintenant être déduites des revenus pro-

venant d'une source quelconque. Auparavant, les pertes ne pouvaient être déduites que des gains en capital.

Au cours de l'année, la présentation des déclarations de taxe de vente fédérale et d'accise a été assouplie. En conséquence, près de la moitié des petites entreprises canadiennes enverront maintenant des rapports semestriels ou trimestriels et non mensuels.

Les grosses compagnies qui reçoivent des contrats du ministère des Approvisionnements et Services doivent maintenant démontrer de quelle manière elles feront de la sous-traitance avec les petites entreprises. De même, les sociétés qui envoient des soumissions pour des contrats gouvernementaux doivent inclure des plans de soustraitance à de petites entreprises.

Plusieurs provinces ont étudié l'expérience de Hamilton-Wentworth sur la coopération entre les grandes et les petites entreprises. Ce programme, qui a débuté en 1977, sera peut-être appliqué dans d'autres centres canadiens.

Le Programme d'intégration des diplômés à la PME, destiné à placer des diplômés d'universités et de collèges communautaires dans les petites entreprises, a connu des débuts fructueux puisque plus de 1000 diplômés, dont 30% de femmes, ont été placées dans des petites entreprises canadiennes. De ce total, 57% ont été placées en Ontario et au Québec, 25% dans l'Ouest du Canada et dans les Territoires et 18% dans les Maritimes. Voici la répartition des diplômés: 32% dans la fabrication, 29% dans les services, 19% dans le commerce de détail ou de gros, 8% dans la construction, 3% dans les finances ou dans les assurances, 2% dans l'agriculture ou les pêches, 4% dans l'industrie minière.

Technologie

Huit universités ont reçu 12 récompenses dans le cadre du Programme des études sur les innovations technologiques au cours de l'année financière. Trois récompenses ont porté sur l'élaboration de cours universi-

taires sur l'innovation technologique et l'esprit d'entreprise pour les étudiants en sciences, en génie civil et en affaires.

Des discussions ont eu lieu avec des responsables des universités et des provinces sur la création de centres d'innovation industrielle à l'Université de Waterloo et à l'École polytechnique de Montréal.

Le Ministère offre des subventions qui encouragent les universités à entreprendre des projets de recherche et de développement et à fournir des conseils techniques au secteur privé. Au cours de l'année, des subventions ont été accordées à cinq centres de technologie de pointe.

Des subventions ont également été accordées à des centres de technologie de pointe établis dans des organismes provinciaux de recherche.

Le Ministère a continué à financer l'Institut de soudage du Canada, le Canadian Gas Research Institute et le Sulphur Development Institute of Canada. La création d'une association de recherche industrielle pour la maçonnerie et les produits dérivés a été annoncée.

Le Ministère a créé le Conseil d'avancement de la technologie pour la création et la fabrication informatisées en vue de distribuer des renseignements et de promouvoir l'utilisation de la création et de la fabrication informatisées (CAD/CAM). Le Conseil travaille en étroite collaboration avec les autres ministères gouvernementaux, les universités et l'industrie.

Le Ministère a continué à financer le développement de l'industrie spatiale canadienne. L'industrie a été informée des plans gouvernementaux concernant les activités spatiales futures. Le Ministère a également informé l'industrie canadienne des procédures de contrat utilisées par l'Agence spatiale européenne. Des entreprises canadiennes de l'industrie spatiale ont participé à une Conférence internationale sur les communications par satellite à Lima au Pérou.

Le Ministère a continué à élaborer des politiques et des programmes pour la

certification des normes et à appuyer la réduction des barrières commerciales provoquées par les normes, les méthodes d'essai et les procédés de certification. Il a participé aux travaux de normalisation d'organisations intergouvernementales et d'organismes non gouvernementaux, dont le Conseil canadien des normes, l'Organisation internationale de normalisation et la Commission électro-technique internationale.

Design Canada

Le Conseil national de l'esthétique industrielle favorise l'esthétique dans la mise au point de produits par le secteur privé. Au cours de l'année financière, Design Canada a organisé trois réunions du Conseil et un certain nombre de réunions du comité consultatif. Deux nouveaux comités ont été créés: le comité des relations industrielles et le comité de promotion et de la sensibilisation du public.

Plusieurs études ont été commencées et un certain nombre de rapports publiés dont "L'innovation commerciale dans l'industrie secondaire", "The role of design in international marketing" et "The effects of government procurement on product development and design".

Le Comité des relations industrielles est chargé d'établir des relations de travail entre le Conseil et le Ministère, Design Canada et les autres organismes gouvernementaux.

Le Programme des possibilités d'emploi dans le domaine de la mise au point de produits a été mis sur pied pour encourager l'industrie secondaire à reconnaître l'importance du design et de la mise au point des produits. Plus de 700 compagnies de cinq provinces ont participé au programme et ont employé 1366 diplômés.

Le Comité international améliore les possibilités d'exportation du Canada grâce à l'utilisation d'un bon design. Le concept d'un prix du design a été mis au point pour les réalisations à l'exportation afin d'offrir aux fabricants des possibilités de promotion et une reconnaissance à l'échelon international pour le design de qualité.

Le Comité du perfectionnement professionnel a été élargi et subdivisé en un groupe de l'industrie du design, chargé du perfectionnement professionnel, et un groupe chargé des programmes d'enseignement du Conseil national de l'esthétique industrielle. Ce Comité a accordé des subventions:

- à la Association of Ontario Deans of Engineering en vue d'organiser un atelier sur le design;
- à l'Université de Montréal pour effectuer des recherches sur le design à l'intention des handicapés;
- à l'Université Carleton pour organiser des séminaires industriels en même temps qu'une exposition d'Olivetti;
- au Ontario College of Art en vue d'organiser, conjointement avec le gouvernement de l'Ontario, un atelier sur le design et un séminaire pour les enseignants en sciences technologiques et design aux niveaux secondaire et post-secondaire.

Design Canada a accordé 15 bourses d'étude au cours de l'année financière. Onze de ces bourses ont été accordées pour des études en design industriel tandis que quatre concernaient des études en arts graphiques.

Le Congrès national des Italo-Canadiens a donné en décembre \$5000 pour une bourse de \$15 000 du Conseil national de l'esthétique industrielle pour aider un dessinateur en exercice à travailler ou à étudier en Italie en 1979-1980.

Le nouveau Comité de promotion et de la sensibilisation du public met au point une stratégie pour le Conseil. Des études de cas ont été réalisées sur le tracteur Versatile, le gilet de sauvetage U-Vic Thermofloat, les sièges de transport en commun Otaco et l'indicateur automatique de pulsations cardiaques Exerpacer.

Liaison avec les institutions financières et les sociétés

La Direction de la liaison avec les institutions financières et les sociétés étudie les institutions, les marchés et les mécanismes financiers. Elle formule les politiques et conseille le Ministère sur:

- les sociétés financières de la Couronne, y compris la Banque fédérale de développement, la Société pour l'expansion des exportations, l'Agence canadienne de développement international et le Conseil canadien du développement;
- les aspects financiers des autres sociétés et organismes de la Couronne;
- les institutions et marchés financiers, y compris les banques, les compagnies de placement, d'assurance et de cautionnement et les marchés des capitaux;
- les tendances, structures et activités financières de l'industrie canadienne.

En collaboration avec le ministère des Finances, une étude a été achevée en octobre et elle recommande de poursuivre les programmes de financement de la dette à long terme et de réaliser une intégration plus poussée avec les marchés financiers privés. Une nouvelle politique sur l'assurance-crédit pour la dette industrielle des nouvelles sociétés, annoncée en mars, accroîtra le volume du financement privé accordé aux nouvelles sociétés par l'intermédiaire d'un régime d'assurance conjoint entre les secteurs privé et public.

La Direction a étudié la compétitivité du financement canadien à l'exportation au cours de l'année. Elle a également participé à un groupe de travail chargé d'étudier le financement à l'exportation des produits agricoles et a collaboré aux travaux internationaux visant à régler les crédits à l'exportation.

MARKETING INTERNATIONAL

Service des délégués commerciaux et activités régionales

Le Service des délégués commerciaux et des activités régionales comprenait 11 bureaux régionaux canadiens et 90 Délégations commerciales dans 67 pays étrangers en 1978-1979.

La décentralisation des programmes ministériels a nettement élargi le rôle des bureaux régionaux. Un total de 26 postes d'agent et de 32 postes de soutien ont été transférés aux bureaux régionaux pour répondre aux exigences croissantes. Les bureaux offrent à l'industrie une vaste gamme d'aides au développement commercial et industriel et constituent les centres vitaux pour les relations du Ministère avec les provinces.

Au cours de la dernière année, les bureaux régionaux ont participé à un certain nombre d'activités de développement commercial et industriel, souvent en collaboration avec les provinces et l'industrie.

Dix Centres d'information aux entreprises ont été créés dans les bureaux régionaux d'Industrie et Commerce afin de fournir des renseignements sur les programmes gouvernementaux.

Les missions commerciales ont joué un rôle important dans le développement des relations commerciales, des politiques commerciales et des exportations. Les missions informent le bureau principal des possibilités de vente et de l'évolution des conditions économiques et commerciales.

Le Canada s'intéresse de plus en plus aux exportations et les Délégations fournissent de plus en plus d'aide aux entreprises canadiennes exportatrices. Les demandes de renseignements sur les exportations sont passées à 90 600 et le nombre de visiteurs a atteint 23 790. Les entreprises canadiennes ont bénéficié de la création de 6377 nouvelles agences à l'étranger et de 2471 nouvelles liaisons commerciales.

Le Consulat à Porto Rico a été fermé et, au total, le Service des délégués commerciaux a été ramené à 234 agents travaillant au Canada et à 169 agents commerciaux engagés sur place. Ces mesures ont été prises pour répondre à l'évolution de l'économie mondiale et aux mesures d'austérité du gouvernement.

Direction générale des projets outre-mer

La Direction générale des projets outre-mer aide les compagnies canadiennes qui cherchent des contrats pour des projets d'immobilisations à l'étranger.

Les activités sont concentrées dans les pays les moins développés où l'on a besoin le plus souvent de projets entièrement intégrés. On procède à l'identification des projets étrangers pertinents pour ensuite aider l'industrie canadienne à former des consortiums destinés à répondre à ces possibilités. Plus de 200 projets sont sous surveillance.

La Direction générale coordonne les aspects pratiques du financement des exportations en collaboration avec la Société pour l'expansion des exportations, l'Agence canadienne de développement international, la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement et diverses autres banques régionales et institutions financières internationales. Des arrangements de financement concurrentiel et des mécanismes particuliers sont préparés pour les exportateurs canadiens. Le projet d'électrification rurale de Qussem en Arabie Saoudite, d'une valeur approximative de \$800 millions, et le projet de centralisation et de traitement du gaz naturel de Rhourde Nouss en Algérie, d'une valeur de \$625 millions, représentent deux contrats récents.

La Direction générale gère également un programme d'aide technique destiné à fournir au secteur public des conseils d'experts (avec remboursement des coûts) pour améliorer la mise en marché des exportations canadiennes. En vertu de ce

programme, des accords ont été signés en vue de fournir deux aéroports et une prison au gouvernement de Trinité-et-Tobago. Les coûts de construction s'élèveront à \$150 millions pour les aéroports et à \$50 millions pour la prison.

La Direction générale travaille avec le secteur des assurances à l'élaboration d'un programme destiné à couvrir les risques "inconnus" ou "résiduaux" des compagnies qui réalisent des projets d'immobilisations à l'étranger.

Projets de promotion

Le Programme des projets de promotion (PPP) a dépensé \$4,86 millions en 1978-1979 en vue de promouvoir la vente de biens et services canadiens à l'étranger.

Le Programme a amorcé la participation de 802 compagnies à 56 expositions commerciales séparées. Des kiosques d'information ont également été installés dans 15 autres foires commerciales. Lors de ces expositions, les ventes canadiennes sur place ont été estimées à \$27 millions tandis que les ventes futures devraient atteindre \$250 millions.

Plus de 200 hommes d'affaires canadiens ont participé à 27 missions commerciales parrainées par Industrie et Commerce dans 43 pays. De même, des hommes d'affaires et des responsables gouvernementaux de 28 pays ont été invités au Canada. Des acheteurs étrangers et des délégués commerciaux de 29 pays ont étudié les possibilités industrielles du Canada.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce a dirigé des missions au Japon, en Corée et en République populaire de Chine. Le ministre d'État à la petite entreprise a visité l'Inde en compagnie de représentants du monde des affaires.

Un Centre du commerce canadien a été ouvert dans le nouveau World Trade Mart à Tokyo. Le gouvernement japonais a cons-

truit le Mart pour encourager les importations de produits manufacturés. Au cours de l'année, le Canada y a exposé des vêtements en fourrure et des bijoux, des réalisations technologiques touchant les industries océaniques, et du matériel et des pièces d'automobile.

Export Canada 79

En novembre, un groupe d'étude a été constitué en vue d'étudier la possibilité pour les petites et les moyennes entreprises de déployer un effort particulier pour exporter aux États-Unis.

Le groupe d'étude a eu des rencontres avec diverses directions du Ministère, avec des représentants de l'industrie et du commerce dans chaque province et avec des associations industrielles, et a étudié les rapports sectoriels des groupes de travail.

Plusieurs facteurs ont été souvent mentionnés car ils favorisaient un effort particulier vers le marché américain:

- a) la valeur du dollar canadien offrait aux fabricants canadiens un avantage de prix important sur le marché américain;
- b) les taux de salaire de la main-d'oeuvre canadienne semblaient plus en rapport avec les niveaux internationaux;
- c) les fabricants canadiens devaient trouver de nouveaux marchés d'exportation et augmenter leurs ventes à l'exportation en prévision du résultat éventuel des négociations commerciales multilatérales;
- d) certains secteurs manufacturiers semblaient présenter des possibilités de vente aux États-Unis tout en correspondant à une capacité excédentaire au Canada.

Le rapport du groupe d'étude a recommandé un effort particulier d'exportation aux États-Unis pour les petites et les moyennes entreprises désireuses de pénétrer

sur le marché pour la première fois ou d'accroître leurs activités présentes d'exportation aux États-Unis. La proposition comprenait un programme de séminaires éducatifs pratiques approfondis en vue de préparer les entreprises à vendre aux États-Unis. Dans le cadre du programme, une deuxième phase a été recommandée pour mettre l'accent sur des manifestations commerciales particulières offrant aux petites et moyennes entreprises des occasions spéciales d'accroître leurs exportations aux États-Unis. Pour financer ces initiatives, il a fallu des fonds supplémentaires de \$1,8 million.

L'industrie canadienne a reçu de l'aide en vue d'identifier les possibilités de vente dans les pays de l'OTAN et dans les autres pays amis. Les exportations de matériel de défense ont atteint \$408,1 millions contre \$370,4 millions pour les importations.

Programmes de défense

Le Ministère a continué à coordonner la coopération industrielle du Canada avec les alliés de l'OTAN dans la recherche, le développement et la production de matériel militaire. Des réunions ont eu lieu avec la Grande-Bretagne, la France, la République fédérale d'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède. L'accent a été mis davantage sur la coopération internationale et bilatérale avec les États-Unis dans le cadre des accords canado-américains de partage de l'expansion et de la production du matériel de défense.

Des programmes ont été identifiés pour l'industrie canadienne dans les domaines de technologie de pointe en électronique, matériel de navigation et de transport. Bon nombre des programmes ont des applications commerciales. Le Canada a continué à être reconnu dans le monde entier pour l'excellence de son matériel militaire de communications, de son avionique, de ses systèmes de navigation et de sécurité en vol, de ses simulateurs d'avion, de ses engins de surveillance radioguidés, de ses avions ADAC, de ses moteurs pour les petits avions, de ses systèmes d'atterrissage pour les hélicoptères et de ses hangars escamotables pour hélicoptères à installer sur des navires.

RELATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES

Direction générale des relations générales

Négociations commerciales multilatérales

Les Négociations commerciales multilatérales (NCM) se sont intensifiées tout au long de l'année financière. Un cadre d'entente pour les négociations finales a été conclu entre les principaux participants en juillet 1978. Il a été convenu d'aboutir à une entente à la mi-avril 1979.

Au cours de ces négociations, l'objectif du Canada visait à créer un environnement permettant à l'industrie, à l'agriculture et aux pêches canadiennes de croître et de se développer grâce à l'augmentation des exportations. Le Canada recherchait un cadre mondial d'échange meilleur et plus sûr tout en préservant des niveaux appropriés de protection douanière pour les produits canadiens et tout en garantissant que le gouvernement serait capable de prendre les mesures adéquates à l'égard de la concurrence déloyale et préjudiciable provoquée par les importations.

Les négociations ont été pratiquement achevées sur les ententes internationales conclues dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris:

- une nouvelle entente à propos des subventions et des droits compensatoires;
- un code sur les barrières techniques au commerce (norme des produits, méthodes d'essai et systèmes de certification);
- des ententes sur la valeur en douanes;
- les méthodes d'achat du gouvernement; et
- les permis d'importation.

Les négociations étaient également presque achevées à propos d'une entente sur le commerce des avions civils. Cette entente éliminera les tarifs douaniers sur les moteurs et les pièces d'avions civils et s'occupera des problèmes commerciaux pro-

voqués par la participation des gouvernements à l'achat d'avions civils et au développement de l'industrie aérospatiale mondiale. Des ententes internationales étaient en très bonne voie à propos des produits carnés et laitiers.

Grâce aux règles et aux directives qui ont été négociées et aux mécanismes qui ont été créés pour la surveillance, la consultation et le règlement des différends à l'échelon international, les ententes sur les mesures non tarifaires devraient permettre un contrôle international efficace sur les principales mesures non tarifaires.

Commerce multilatéral des produits

Le Canada a participé aux négociations en vue d'un nouvel Accord international sur le blé et d'un Accord international sur le caoutchouc naturel. Les négociateurs n'ont pu arriver à un accord et les discussions se poursuivront en 1979-1980.

L'Accord international de 1976 sur le cacao a été prolongé pour deux ans. Une conférence de négociation, réunie en janvier 1979, n'a pas abouti à un accord et se réunira de nouveau à une date ultérieure.

L'Accord international sur le sucre, l'Accord international sur le café et l'Accord international sur l'étain ont été reconduits; le Canada y a été actif comme membre importateur.

Une série de consultations intergouvernementales a eu lieu sur des produits particuliers dans le cadre du Programme intégré de la CNUCED pour les produits de base. Parmi les sujets de discussion figuraient le cuivre, le tungstène, le minerai de fer, le jute, le thé, les phosphates, les fibres dures, le coton, les oléagineux, la viande et le bois tropical. En outre, le Canada a participé activement au Groupe d'étude international sur le plomb et le zinc qui s'est penché sur les difficultés persistantes du zinc à l'échelon mondial.

Direction générale de la politique sur l'importation de certains produits

Un quota global sur les importations de vêtements a été introduit en 1976. Le 1er janvier 1979, il a été remplacé par une série d'accords bilatéraux restrictifs à négocier selon les recommandations de la Commission du textile et du vêtement. Des accords ont été conclus avec d'importants fournisseurs de produits à bas prix: Hong Kong, la Corée du Sud, la République populaire de Chine, les Philippines, la Pologne, la Roumanie, la Thaïlande, Macao et Taiwan. Les quotas sont destinés à stabiliser le marché intérieur afin que les fabricants canadiens puissent devenir plus compétitifs.

Un système informatisé a été mis en oeuvre pour l'émission des permis d'importation touchant la plupart des produits figurant sur la Liste des marchandises d'importation contrôlée le 1er janvier 1979. Dans certains centres importants, les importateurs peuvent maintenant obtenir directement les permis auprès des courtiers en douanes.

Les contrôles à l'importation ont été maintenus ou renouvelés au cours de l'année pour les chaussures, les produits laitiers, le boeuf, le veau, le dindon, les oeufs, le café, le sucre et le cacao. Le poulet a été inscrit sur la Liste des marchandises d'importation contrôlée afin d'exercer une surveillance après la création d'un Office national de commercialisation du poulet.

En mars, les bovins de race pure ont été rayés de la Liste des marchandises d'exportation contrôlée.

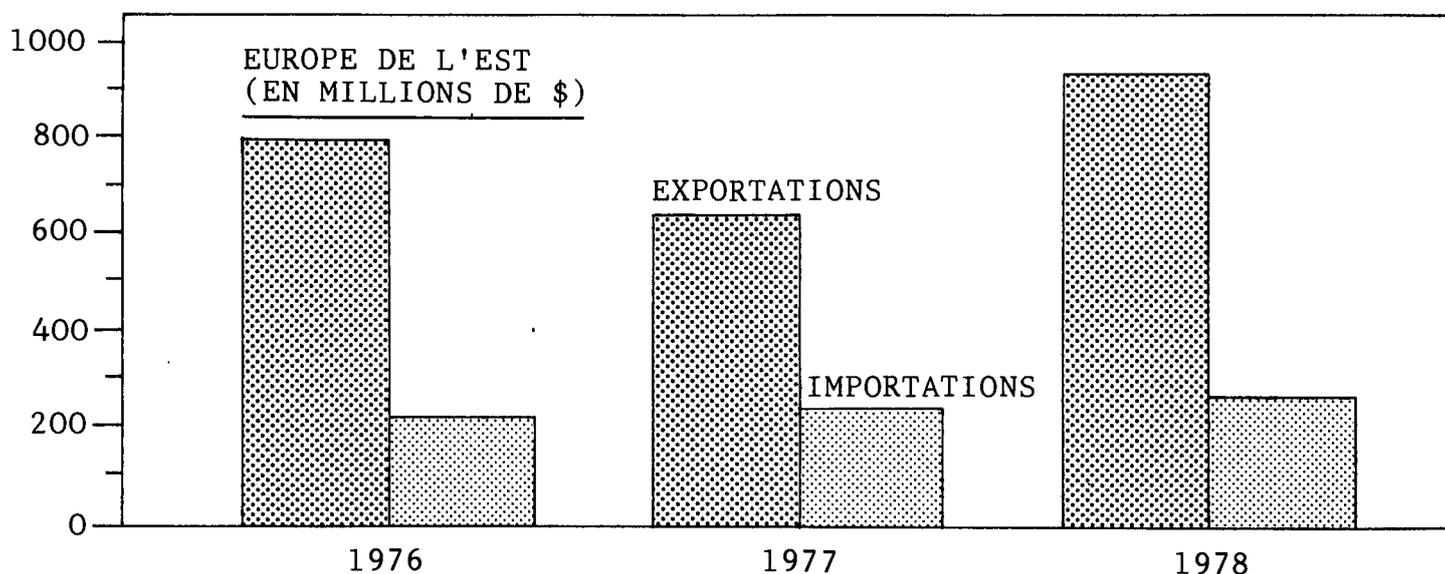
Europe de l'Est

Les exportations canadiennes vers l'Europe de l'Est ont augmenté de 45% en 1978 pour atteindre le chiffre record de \$922 millions. Les importations ont atteint \$250 millions, soit une augmentation de 17%.

Les céréales ont représenté 59% du total des exportations tandis que les expéditions de produits non céréaliers ont presque doublé de valeur pour atteindre \$374 millions. Les ventes de produits entièrement manufacturés, surtout de machines et de matériel, ont augmenté de 50% pour atteindre un total de \$119 millions.

L'Union Soviétique a acheté 61% des exportations destinées à l'Europe de l'Est et constitue le marché le plus important du Canada dans cette région.

La deuxième réunion de la Commission mixte Canada/URSS a eu lieu à Ottawa en octobre 1978. Un programme de coopération à long terme a été conclu et un protocole a été signé en vue de prolonger l'échéance de la ligne de crédit actuelle de l'Union Soviétique jusqu'à la fin de 1979.



Les consultations commerciales annuelles ont eu lieu avec la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne et la Roumanie. Pour la première fois, des discussions ont également eu lieu avec la Tchécoslovaquie.

L'accord sur les grains signé avec la Pologne a été modifié en vue d'augmenter à 3,1 millions de tonnes de céréales le maximum que la Pologne peut acheter au Canada. L'accord triennal expire le 31 décembre 1979. Des négociations ont commencé en vue d'un nouvel accord prévoyant des livraisons annuelles de céréales pouvant atteindre jusqu'à 1,2 million de tonnes.

Une firme canadienne d'experts-conseils a obtenu un contrat pour la construction d'une usine de papier de \$300 millions en Tchécoslovaquie. Le projet clés en main est financé conjointement par la Société pour l'expansion des exportations et par des banques commerciales canadiennes.

Le Canada a vendu à la Roumanie un système nucléaire CANDU de production de vapeur de 600 MeV. Au cours de l'année, la Société pour l'expansion des exportations et un consortium de banques canadiennes ont également accepté d'offrir une ligne de crédit de \$1 milliard à la Roumanie pour l'achat de quatre réacteurs. La Roumanie a l'intention de construire 16 réacteurs au cours des 20 prochaines années.

Europe de l'Ouest

Les exportations canadiennes vers l'Europe de l'Ouest ont augmenté de 3,2% pour atteindre \$5,5 milliards en 1978 tandis que les importations augmentaient de 26,5% pour atteindre \$5,6 milliards. La Grande-Bretagne est toujours le plus important marché du Canada dans cette zone et représente 37% du total des exportations. Les matières industrielles et les produits agricoles ont constitué les principales exportations. Les produits finis n'ont représenté que 12% du total.

La Communauté économique européenne est la plus grosse entité commerciale au monde et le deuxième partenaire commercial du Canada. Au cours de l'année, les ventes à destination de la CEE ont atteint \$4,8

milliards tandis que les importations atteignaient \$4,6 milliards.

L'un des principaux objectifs du Ministère consiste à créer et à maintenir un milieu favorable pour les entreprises canadiennes dans cette région, surtout en raison des négociations commerciales multilatérales qui étaient près d'aboutir vers la fin de l'année financière. Les activités du Ministère peuvent être divisées en trois secteurs principaux:

1) Élaboration d'un cadre de coopération

Un certain nombre de groupes de travail composés d'hommes d'affaires et de hauts fonctionnaires du Canada et de la CEE ont été créés en vue d'étudier les possibilités de coopération industrielle dans des secteurs particuliers, en vertu des dispositions contenues dans l'accord cadre de coopération commerciale et économique entre la CEE et le Canada.

Les possibilités de coopération industrielle ont également fait l'objet de discussions bilatérales avec un certain nombre de pays de l'Europe de l'Ouest. Un certain nombre de séminaires sur les politiques du Canada et de la CEE touchant le monde des affaires ont été préparés à l'intention des hommes d'affaires. Le premier de ces séminaires portant sur la politique concurrentielle de la CEE a eu lieu à Ottawa en novembre.

2) Sauvegarde et amélioration de l'accès

Le Ministère a identifié des possibilités en Europe de l'Ouest qui devraient se développer par suite des négociations commerciales multilatérales. Des discussions ont eu lieu avec la CEE sur le dumping présumé pratiqué par le Canada sur la pulpe de bois chimique et sur l'accélération des modalités antidumping sur l'acier dans la CEE. En outre, plusieurs questions d'accès ont été soulevées avec la CEE et des pays individuels, notamment les problèmes rencontrés par les producteurs canadiens de fromage, de malt, de farine, d'oeufs de dinde à couver, de maïs de semence hybride, de criblures de céréales, de pommes de terre de semence et de

veaux d'engraissement. Les subventions versées aux producteurs de la CEE ou les mesures restrictives impliquées dans le cadre de la Politique agricole commune ont limité les exportations canadiennes de ces produits.

3) Promotion des exportations

Des biens et services canadiens ont été exposés lors de foires commerciales dans 19 pays de l'Europe de l'Ouest au cours de l'année et un certain nombre de missions commerciales ont été organisées au Canada et à l'étranger. Environ 35% du budget du Ministère consacré aux foires et missions a été dépensé dans cette zone.

Le Canada a eu des consultations semestrielles sur le commerce bilatéral et multilatéral et les questions économiques avec la Commission de la CEE en septembre à Ottawa et en mars à Bruxelles. Le Groupe de travail Canada-France sur l'industrie et l'agriculture s'est également réuni à Ottawa en janvier.

En collaboration avec le groupe d'expansion de l'industrie et du commerce, cette section a facilité les rencontres entre des hommes d'affaires du Canada et de l'Europe de l'Ouest.

En mai 1978, des responsables de services d'utilité publique et de centrales nucléaires ainsi que des acheteurs de compo-

sants de la Communauté européenne sont venus en visite au Canada pour connaître sur place la capacité de l'industrie canadienne face aux besoins européens et le programme nucléaire canadien.

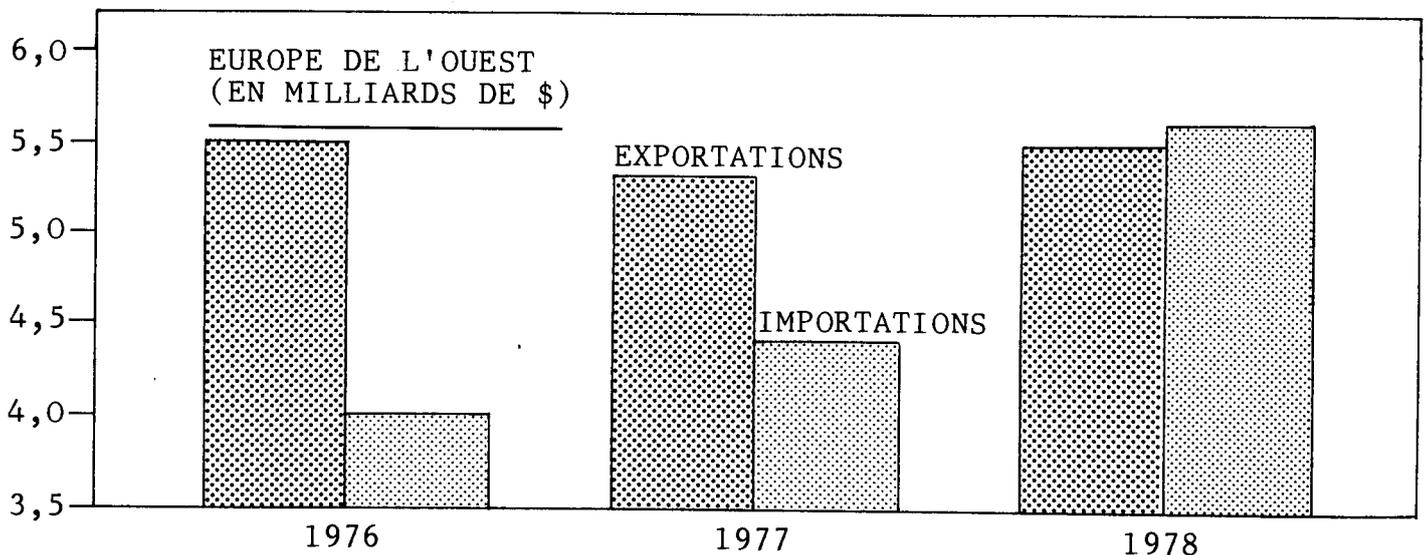
En juin 1978, des représentants de 17 compagnies aérospatiales de la Communauté européenne ont visité le Canada. Une centaine de réunions ont été organisées dans 22 entreprises canadiennes.

Également au mois de juin, 11 hommes d'affaires canadiens représentant plusieurs secteurs de l'industrie canadienne, dont les machines et les services de consultation, se sont rendus en Finlande.

Un groupe de 14 représentants canadiens de l'industrie informatique ont visité la Communauté européenne en septembre 1978. À la suite de cette mission, plus de 15 agents devraient distribuer des produits canadiens et les exportations devraient augmenter de plus de \$10 millions au cours des trois prochaines années.

Six hommes d'affaires canadiens se sont rendus en Suède en octobre 1978. En plus des réunions tenues avec des responsables du gouvernement suédois, ils ont obtenu 40 rendez-vous individuels.

Treize représentants des secteurs de la fabrication, des contrats de construction et des services de consultation se sont rendus en Italie en janvier 1979.



Pacifique, Asie et Afrique

Les relations économiques et commerciales du Canada avec le Japon ont continué de s'améliorer. Les exportations ont atteint \$3,1 milliards et les importations \$2,3 milliards.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce est allé en visite au Japon en août 1978. Il a rencontré des ministres japonais et des hauts fonctionnaires du gouvernement ainsi que des représentants de l'industrie. Le Ministre a souligné les secteurs offrant une meilleure coopération économique et commerciale. Il a insisté sur le rôle de l'Ouest canadien dans le commerce avec le Japon et a souligné les priorités canadiennes aux négociations commerciales multilatérales.

La deuxième réunion du Comité économique mixte Canada-Japon a eu lieu à Tokyo en mars. Le Comité a étudié l'ensemble des relations économiques et commerciales. Des sous-groupes ont discuté de l'énergie et des ressources minérales, de la fabrication secondaire et du commerce, des forêts et de l'agriculture.

Le commerce avec l'Australie et avec la Nouvelle-Zélande a continué de s'accroître. Le commerce bilatéral a atteint près de \$1 milliard. Des discussions ont eu lieu avec des représentants de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande sur le commerce des produits, les négociations commerciales multilatérales, l'accès du marché pour les produits et le futur des traités de commerce préférentiels.

Le commerce du Canada avec la Chine a atteint des niveaux records en 1978. Les exportations sont arrivées à \$503 millions tandis que les importations atteignaient \$95 millions. La Chine représente maintenant le plus important marché pour le blé canadien et un gros client pour les métaux non ferreux, les produits forestiers et les engrais. Des accords d'approvisionnement à long terme ont été conclus avec la Chine pour certains de ces

produits. Les ventes de produits finis à la Chine ont également augmenté, dont les ventes de camions lourds pour l'industrie minière et d'avions ADAC en 1978.

Le plan de modernisation de la Chine offre d'importantes possibilités au Canada. L'industrie canadienne a présenté des projets de développement pour la mécanisation de l'agriculture et le développement des ressources dans les secteurs des produits ferreux, non ferreux, des forêts et du pétrole. Des propositions ont également été présentées pour améliorer l'infrastructure dans le domaine de l'énergie électrique, des communications et des transports.

Le Canada et la Chine ont échangé des missions portant sur les pâtes et papiers, les métaux non ferreux, les télécommunications, le matériel de production du pétrole et les semences. Le Canada a participé à l'exposition de machines agricoles de Pékin en octobre.

Des discussions bilatérales ont commencé en vue d'un accord de coopération économique avec la Chine. Cet accord favorisera une collaboration plus étroite dans un certain nombre de secteurs précis qui ne rentrent pas dans les échanges commerciaux traditionnels.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce a dirigé une mission d'importants hommes d'affaires en Chine, en Indonésie et aux Philippines en janvier. Le Ministre a souligné l'importance de renforcer les relations économiques et commerciales avec la Chine. Il s'est déclaré intéressé à continuer de fournir du blé et des matières industrielles à long terme. Des discussions ont également eu lieu sur les possibilités du Canada de construire des usines clés en main.

Le Ministre a rencontré des ministres et des chefs de gouvernement en Indonésie et aux Philippines. Ils ont discuté des possibilités offertes aux entreprises canadiennes dans les domaines de l'énergie

électrique, des aéroports, des télécommunications, des transports, du pétrole et du gaz, des forêts, de la construction et de l'industrie minière.

Le Ministre a signé l'Accord de taxation double Canada-Indonésie.

En août 1978, le Ministre a conduit un groupe d'hommes d'affaires canadiens importants en Corée. Ils ont rencontré le Président et le Premier ministre de la Corée et ont visité les principales sociétés privées coréennes qui commercent avec le Canada.

Les exportations canadiennes à destination de la Corée ont connu une croissance foudroyante en 1978 pour atteindre \$216 millions, soit une augmentation de \$100 millions. Pour la première fois, le commerce bilatéral a été équilibré au cours du premier trimestre de 1979.

Les efforts du Canada ont provoqué l'égalisation du tarif douanier coréen sur la farine de colza avec ses produits concurrentiels.

L'amélioration de la situation économique en Inde a permis une augmentation des importations. Des hauts fonctionnaires canadiens sont allés en visite en Inde en avril afin de déterminer les possibilités de commerce. Le ministre d'État indien au Commerce a visité le Canada et le ministre d'État canadien à la Petite Entreprise a conduit une mission d'hommes d'affaires en Inde en janvier.

Les exportations à destination de l'Afrique ont atteint un total de \$725 millions en 1978. L'Algérie a continué à être le principal marché individuel du Canada qui y a réalisé des ventes d'environ \$160 millions. Un Comité économique mixte a été créé avec l'Algérie.

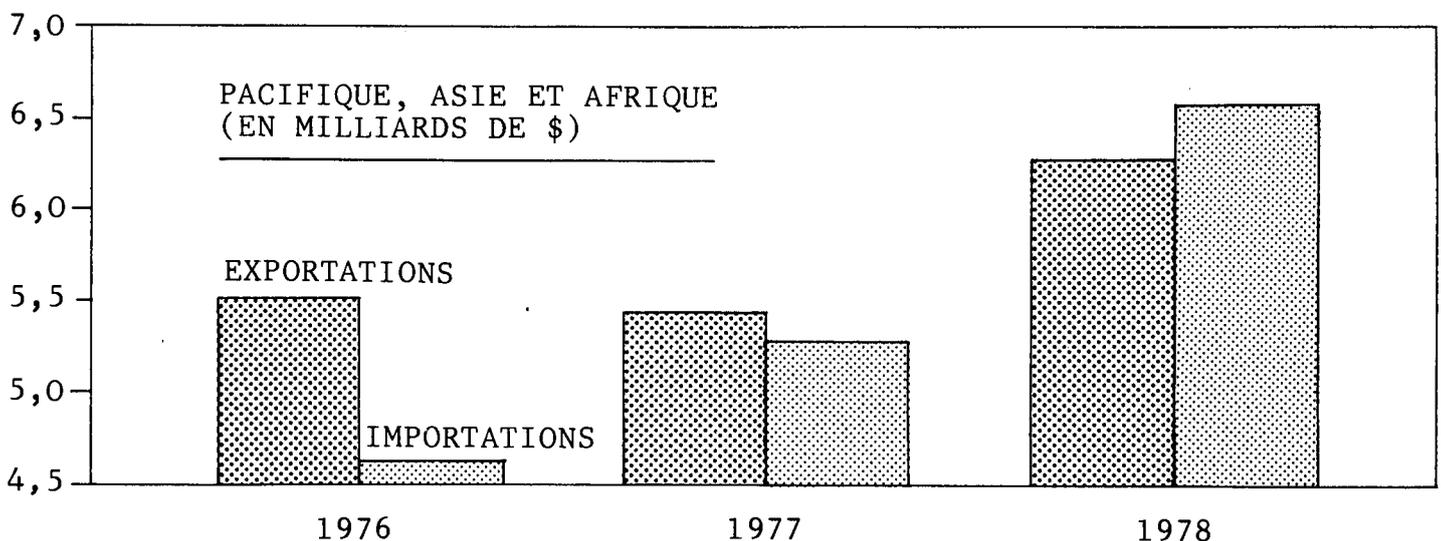
Les négociations en vue d'un Accord de coopération économique et technique avec le Nigeria ont abouti. Cet Accord prévoit la création d'un Comité économique mixte.

Le Ministère a participé à des foires commerciales en Algérie et au Sénégal. Des missions commerciales en provenance de pays africains ont été parrainées, parfois au niveau ministériel. Le Ministère a participé à la préparation de plusieurs missions commerciales provinciales en Afrique.

Les possibilités d'exportation au Moyen-Orient ont été soulignées lors de séminaires organisés pour l'industrie et les hommes d'affaires canadiens. Des associations commerciales, des gouvernements provinciaux et le Ministère ont participé aux séminaires. "Plein feux sur l'OPEP" faisait partie du programme Entreprise 78.

Un nouveau bureau de délégué commercial a été ouvert au Koweït en avril.

Le ministre des communications de l'Arabie Saoudite est venu en visite au Canada afin d'étudier l'évolution des techniques canadiennes dans le domaine des télécommunications.



Le Ministère a participé aux foires commerciales internationales de Téhéran et de Bagdad et à la foire industrielle sur la construction à Arabuild dans les îles Bahrein.

Hémisphère occidental

États-Unis

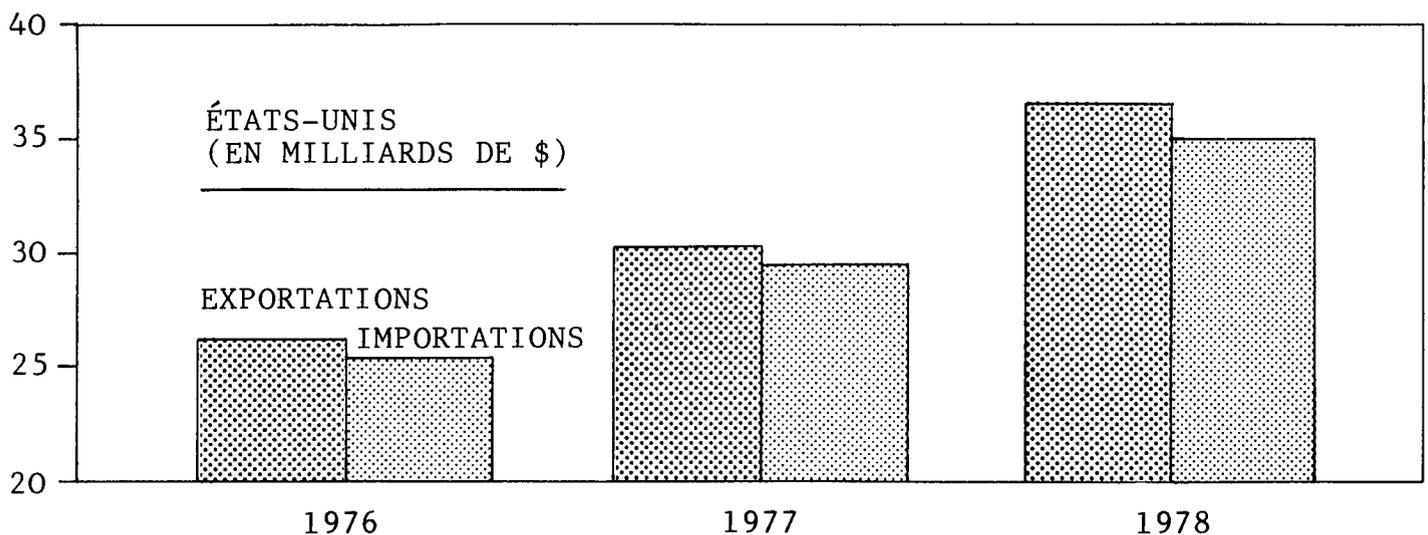
Le commerce bilatéral entre le Canada et les États-Unis a atteint un record de \$72 milliards en 1978. Les exportations ont totalisé \$37 milliards contre \$35 milliards pour les importations. Le déficit de la balance des paiements sur les comptes courants a atteint \$4,768 milliards, dont environ \$1 milliard pour le tourisme.

Les relations commerciales bilatérales sont restées positives, même si le protectionnisme américain a constitué de nouveau un problème important. Une augmentation radicale des taxes d'importation a été imposée sur les attaches industrielles en acier, à l'exclusion des produits touchés par l'Accord commercial sur les produits de l'automobile. Une protection à l'importation a été proposée pour les importations américaines de zinc, de cuivre, de sucre, d'alcool méthylique, de clous en fil d'acier, de ciment, d'acétate de sodium et de porte-manteaux métalliques. Des discussions ont eu lieu à propos de la Loi de 1979 sur l'achat de

produits américains (Buy American Act) et sur une clause très restrictive d'achat de produits américains (Buy American Clause) dans la Loi sur l'aide au transport de surface (Surface Transportation Assistance Act). Les discussions ont également porté sur les nouvelles initiatives d'achat de produits américains (Buy American) prises par les assemblées législatives des États-Unis. Des discussions ont porté sur les mesures compensatrices américaines prises à l'égard des exportateurs canadiens de poisson de fond et de détecteurs de trop-plein optoélectriques. Une pétition compensatrice a également été déposée aux États-Unis contre les exportateurs canadiens de pommes de terre congelées.

Des discussions se sont poursuivies sur les lois fiscales américaines touchant la participation des citoyens américains à des congrès à l'extérieur des États-Unis. Plusieurs congrès ont été annulés au Canada en raison de ces lois.

Le Bureau de l'hémisphère occidental et le Service des délégués commerciaux ont participé à un certain nombre de séminaires et d'ateliers destinés à accroître les exportations canadiennes aux États-Unis. Les séminaires ont été organisés par plusieurs groupes dont l'Association des manufacturiers canadiens, l'Association canadienne d'exportation, les gouvernements provinciaux et le ministère d'État fédéral à la Petite Entreprise.



Amérique latine

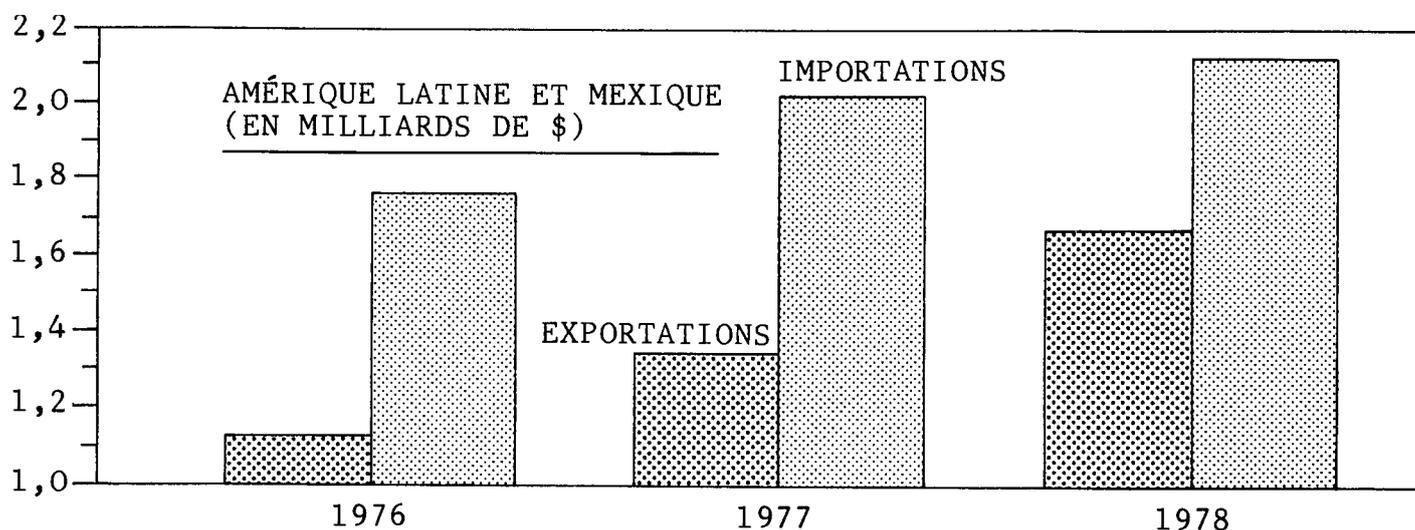
Les exportations canadiennes à destination de l'Amérique latine ont atteint \$1,7 milliard l'année dernière, ce qui constitue une augmentation considérable de 25% par rapport à 1977, et elles ont représenté près de 5% du total des exportations canadiennes.

Les marchés les plus importants sont le Venezuela, le Brésil et le Mexique. Ces trois pays ont importé 55,3% de tous les produits exportés par le Canada vers l'Amérique latine en 1978. Le Chili et l'Argentine deviennent également des partenaires commerciaux de plus en plus importants.

En 1978, les relations commerciales et industrielles avec l'Amérique latine ont été élargies. Un Accord de coopération industrielle a été signé avec le Mexique. Un Accord de principe a été convenu avec le Brésil pour démarrer un programme de coopération industrielle.

Plusieurs pays d'Amérique latine, dont le Mexique, l'Argentine et le Chili, ont annoncé au cours de l'année des plans destinés à libéraliser leurs politiques commerciales et des négociations sont en cours avec le Mexique qui a révisé son intention d'adhérer à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

L'Association Canada-Amérique latine et la Chambre de Commerce canado-brésilienne ont continué à participer largement au développement des relations entre le Canada et l'Amérique latine. L'Association Canada-Amérique latine a organisé une réunion du Comité des hommes d'affaires du Canada et du Mexique sur la coopération industrielle, a créé un Comité d'hommes d'affaires Canada-Chili, a organisé une mission en Équateur et en Colombie et une réunion du Comité des hommes d'affaires du Canada et de la Colombie à Bogota.



Antilles et Amérique centrale

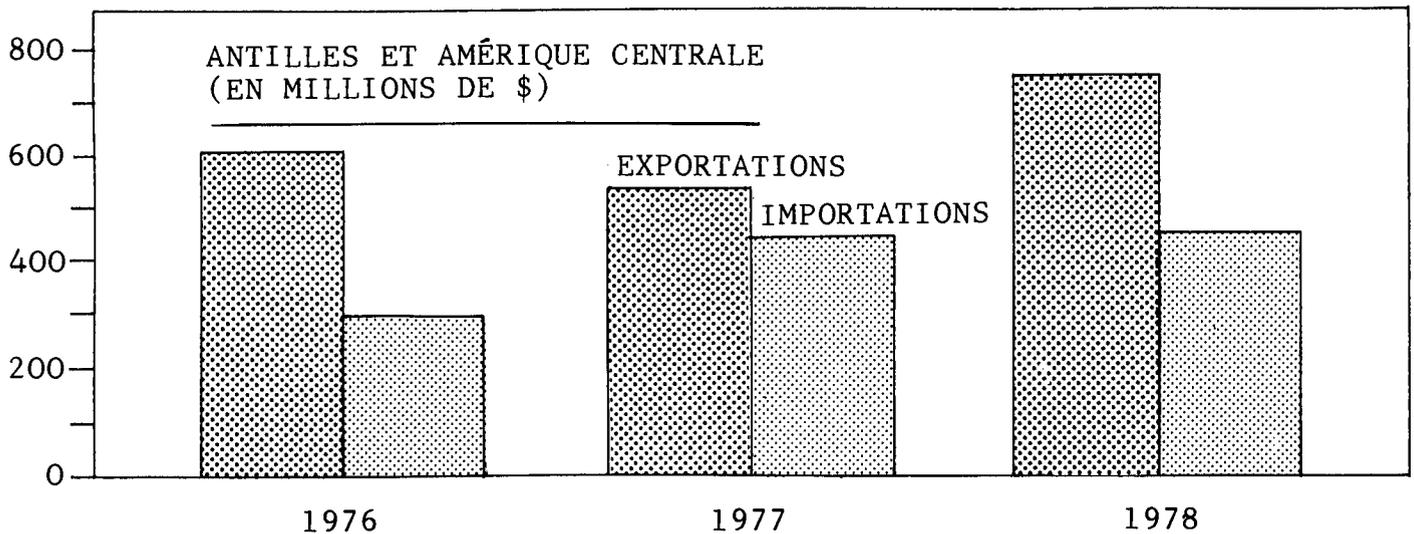
Les exportations canadiennes à destination des Antilles et de l'Amérique centrale ont atteint \$752 millions, surtout grâce à une augmentation des ventes aux Bermudes, à Cuba, à Trinité-et-Tobago, à Porto Rico et à la Barbade.

Les exportations vers les Antilles du Commonwealth ont augmenté de 35% pour atteindre \$207 millions, tandis que les ventes vers les autres Antilles passaient de \$316 millions à \$438 millions. Les exportations vers l'Amérique centrale ont atteint \$108 millions, soit une augmentation de 24%.

En janvier, le Canada et le Marché commun des Antilles ont signé un nouvel accord de coopération commerciale et économique.

Une mission commerciale composée de hauts fonctionnaires du Ministère a visité le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, El Salvador et le Panama. Les discussions ont porté sur les relations commerciales et économiques.

Des entreprises canadiennes travaillent à la restauration d'une importante voie de chemin de fer, à la construction de routes et à un certain nombre d'études de faisabilité en génie civil au Costa Rica. Il est fait appel à la compétence canadienne pour rénover plusieurs aéroports cubains, dont celui de La Havane. Un certain nombre d'entreprises travaillent à la construction d'une usine sidérurgique à Trinidad.



EXPANSION DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Les directions des secteurs industriels diffusent les connaissances et la compétence nécessaires pour élaborer des programmes industriels et commerciaux efficaces et effectuer la mise en marché des exportations.

Les 9 directions du ministère de l'Industrie et du Commerce représentent donc des plaques tournantes pour l'expansion des politiques industrielles et la réalisation des travaux d'analyse et des perspectives sur les secteurs industriels dans l'ensemble du gouvernement fédéral.

Au cours de l'année financière étudiée, les directions des secteurs industriels ont entretenu des rapports nettement meilleurs avec le monde des affaires et les travailleurs par l'intermédiaire de réunions officielles organisées dans le cadre des groupes d'étude consultatifs.

Grâce à l'amélioration de ces rapports, les directions devraient continuer à jouer un rôle plus important dans l'élaboration et la formulation de politiques et de programmes ayant un impact sur le rendement industriel et la création d'emplois au Canada.

Ces nouveaux efforts ont été déployés en plus des activités normales permanentes des directions qui sont détaillées dans les pages suivantes, ainsi que les activités des groupes d'étude consultatifs.

Groupes d'étude consultatifs

En février 1978, les Premiers ministres du Canada ont entamé un processus de consultations avec le secteur privé sur les mesures à prendre pour améliorer les résultats des secteurs de la fabrication, de la construction et du tourisme.

En conséquence, 23 groupes consultatifs des secteurs industriels ont été créés. Plus de 500 personnes en tout y ont participé, dont des cadres de 305 entreprises, des représentants de 27 syndicats et de 18 universités et aussi des gouvernements

provinciaux. Le gouvernement fédéral a fourni de l'aide et des services techniques mais ne faisait pas partie des groupes d'étude.

Les groupes d'étude avaient pour principales responsabilités d'étudier les profils sectoriels préparés par le Ministère, d'identifier les obstacles et les possibilités pour les industries étudiées et de présenter des recommandations au gouvernement.

Voici la liste des industries concernées: industrie aérospatiale, automobile, ciment et béton, imprimerie commerciale, construction, électricité, électronique, engrais, aliments et boissons, chaussure, produits forestiers, fruits et légumes transformés, meuble, sidérurgie primaire, machines, métaux non ferreux, industries océaniques, pétrochimie, transformation du plastique, construction et réparation de navires, textile et vêtement, tourisme et transport urbain.

Les rapports présentés par ces groupes d'étude contiennent plus de 800 recommandations.

Un Comité de synthèse a été formé en juillet 1978 avec le mandat suivant: "Votre mission est de faire des recommandations en vous basant sur les rapports des groupes d'étude sectoriels. Vous chercherez le dénominateur commun de tous ces rapports et vous effectuerez des recommandations pour une politique générale de l'économie et sur des questions qui touchent de manière globale le secteur manufacturier et le tourisme."

Ce Comité comprenait des représentants de l'industrie, des membres de l'exécutif du Congrès du travail du Canada, un universitaire et un président issu du secteur privé. Le Comité a terminé ses travaux en octobre 1978 en présentant 46 recommandations dans neuf secteurs de politique. Ce rapport a été présenté aux ministres fédéral et provinciaux de l'Industrie pour discussion lors de la Conférence des Premiers ministres organisée à la fin de l'année 1978.

Le gouvernement fédéral a publié en novembre 1978 une première réponse aux rapports des groupes d'étude. Ce document résumait les initiatives du gouvernement fédéral concernant la croissance industrielle et énumérait les nouvelles mesures prises pour répondre à bon nombre des préoccupations soulevées par les groupes d'étude.

En février 1979, le ministère de l'Industrie et du Commerce a publié un document intitulé "Vers la croissance industrielle: Poursuite du dialogue" en réponse aux recommandations du Comité de synthèse. Vers la fin de l'année financière, le Ministère a commencé à publier des réponses détaillées aux recommandations.

Textiles et produits de consommation

L'industrie du textile

Le maintien des quotas d'importation, négociés avec la participation de la Direction, a permis de créer 4000 nouveaux emplois au cours de l'année car le marché intérieur pour les textiles canadiens s'est raffermi.

Même si cette demande intérieure a amoindri certains efforts d'exportation, le secteur du tapis a réalisé d'excellentes ventes outre-mer. Avec l'aide de la Direction, l'industrie s'est dynamiquement attaquée à des marchés aux États-Unis et en Scandinavie afin de diminuer la dépendance vis-à-vis de l'Australie, principal marché exportateur. En conséquence, les ventes ont atteint près de \$5 millions, soit plus du double du chiffre de l'année précédente.

La Direction a rassemblé huit fabricants de tapis pour faire une exposition au World Trade Mart à Tokyo. Une participation canadienne au Salon du textile des Antilles, à la Barbade et à Trinidad a été parrainée par la Direction, ce qui a permis au Canada de maintenir sa part de ce marché évaluée à \$12 millions.

L'industrie du vêtement

Les quotas d'exportation et le réaligement de la monnaie canadienne ont directement soutenu cette industrie, ce qui lui a permis de récupérer 2900 de 8900 emplois perdus l'année précédente.

Les plans initiaux destinés à élargir le Programme d'accroissement de la productivité, créé en 1977 pour l'industrie du vêtement du Manitoba, ont été menés à bien. Le Programme implique la Direction, des associations industrielles et le ministère provincial du Commerce et du Développement. Les entreprises qui ont recours au Programme ont fait état d'importantes améliorations de leur efficacité de fabrication. Des discussions ont également eu lieu avec l'industrie, des représentants provinciaux et le Ministère en vue de mettre au point des programmes semblables pour l'Ontario et le Québec.

La Direction a aidé l'industrie à participer à d'importantes expositions commerciales. Ainsi:

- douze fabricants canadiens de vêtements de sport ont réalisé des ventes de \$3,5 millions lors de la Foire internationale de l'équipement sportif (ISPO) à Munich;
- les vêtements d'extérieur en drap ont été inclus au Salon canadien du cuir à Montréal et 200 acheteurs américains ont passé des commandes totalisant \$2 millions;
- neuf entreprises canadiennes qui exposaient pour la première fois des costumes, des chandails et des manteaux de qualité lors de la Semaine de la mode masculine à Cologne ont réalisé sur place des ventes d'environ \$200 000;
- dix représentants des fabricants ont été nommés et des négociations sont en cours avec quelque 40 autres;
- quatre fabricants qui exposaient pour la première fois des fourrures canadiennes au Japon ont réalisé des ventes de \$1 million.

Les industries du cuir et de la chaussure

La Direction a participé aux consultations qui ont abouti aux quotas globaux d'importation et à l'augmentation de la production, de l'emploi, de l'utilisation des usines et des commandes par l'industrie canadienne du cuir et de la chaussure en vinyle.

Pour la troisième année consécutive, les exportations de chaussures ont augmenté. Elles ont atteint \$40 millions, soit une augmentation de 24% par rapport à 1977.

La Direction a contribué à la participation canadienne aux principales expositions commerciales de chaussures en Europe et aux États-Unis afin de faire connaître à l'industrie les possibilités d'exportation.

La participation aux Salons de Munich et de Düsseldorf a permis de réaliser sur place des ventes de \$500 000 et d'escompter des ventes futures de \$2 millions.

Bureau de la mode

Le Comité de développement des dessinateurs de mode a aidé à placer 85 étudiants en dessin de mode du Manitoba et de l'Ontario dans des industries dans le cadre de la Compagnie des travailleurs d'été.

Le Bureau a aidé l'Association des dessinateurs de mode du Canada lors de la présentation des défilés de mode du printemps et de l'automne.

La revue "Canada Fashion Mode", destinée à faire connaître les possibilités du Canada dans le domaine de la mode, sera distribuée par le Service des délégués commerciaux aux représentants de l'industrie de la mode à l'étranger.

Secteur de l'impression commerciale

Un répertoire des cours d'arts graphiques donnés au Canada a été préparé à l'intention des étudiants et des conseillers professionnels.

La Direction a encouragé l'exportation en faisant des présentations lors des réunions annuelles des associations commerciales à Toronto.

Agriculture, pêches et produits alimentaires

La Direction a poursuivi ses travaux en étroite collaboration avec l'industrie au cours des 12 derniers mois en vue d'améliorer à la fois la productivité du Canada et l'accès aux marchés.

Un nouveau programme destiné à fournir une aide financière pour l'expansion des marchés d'exportation dans l'agriculture, les pêches et les produits alimentaires a été incorporé au sein du Programme de développement des marchés d'exportation (PDME). Ce programme remplace le Programme d'aide au développement des marchés des produits agricoles et alimentaires et le Programme stimulant la commercialisation des céréales et oléagineux.

Comme la Chine envisage d'accroître sa production de fourrages et d'améliorer ses prairies, le Ministère a dirigé une mission technique sur les semences en Chine afin de déterminer les marchés possibles pour les semences de maïs hybride et de soja à maturation précoce. Les variétés canadiennes envoyées pour faire des essais après la Foire de Pékin de 1972 se sont bien comportées et de nouveaux échanges d'échantillons de semence ont eu lieu après la mission commerciale.

Des discussions ont été entamées avec le Ministère à propos de la création possible d'une nouvelle association pour la production de luzerne déshydratée. Cette association s'occuperait de la recherche technique, des normes de classement, des tarifs de transport et de la promotion du marché.

Le Ministère a participé aux négociations annuelles qui ont eu lieu entre le Ontario Flue-cured Tobacco Board (Office du tabac jaune de l'Ontario) et l'industrie du tabac de Grande-Bretagne.

Une mission commerciale parrainée par le Ministère s'est rendue en Algérie, en Égypte, en Irak, en Jordanie, en Syrie et en Tunisie en vue de trouver de nouveaux débouchés pour le tabac canadien en feuilles. Plus tard dans l'année, des responsables irakiens du tabac sont venus en visite au Canada et des négociations ont été entamées en vue de vendre à l'Irak du tabac jaune canadien d'une valeur d'environ \$2,2 millions.

Le Ministère a continué à aider financièrement l'Office canadien d'exportation de pommes de terre de semence. La Direction a organisé une visite au Canada de hauts fonctionnaires de Chine et de Grèce en vue d'étudier l'industrie de la pomme de terre. Des producteurs du Nouveau-Brunswick ont également pu rencontrer des importateurs en Argentine, en Uruguay et en Europe occidentale.

Le Ministère a étudié les importations de fleurs coupées et de fleurs séchées en vue d'aider l'industrie à identifier les possibilités de remplacement des importations et il a passé en revue les importations américaines afin de déterminer les possibilités d'exportation du Canada vers les États-Unis.

Des réunions de vente et des promotions en magasin destinées à encourager les exportations de boissons et produits canadiens transformés ont été organisées dans de nombreuses grandes villes des États-Unis dont Minneapolis, Cleveland, Seattle, Buffalo, Philadelphie et Chicago. Le principal débouché pour ces produits

canadiens se trouve aux États-Unis. Des promotions semblables ont été organisées au Japon et le Ministère a parrainé la venue d'acheteurs japonais au Canada.

Par suite de contacts pris par le Ministère, des entreprises canadiennes ont obtenu des contrats de fourniture de viande de porc à la Corée du Sud.

Des expositions organisées par le Ministère se sont chargées de promouvoir les bovins laitiers, les bovins de boucherie, les porcs, le sperme et les ovules fécondés du Canada au Salon de Palermo en Argentine, au Salon du bétail de Porto Alegre au Brésil, au Royal Highland Show en Écosse et au Salon de l'Agriculture en France.

Une mission de la République populaire de Chine a été accueillie par le Ministère afin de promouvoir la vente de bétail reproducteur canadien, surtout de bovins de boucherie. Les producteurs canadiens de porcs et de sperme de porc ont été invités en Thaïlande, en Malaisie, à Singapour et aux Philippines afin d'étudier les possibilités d'exporter sur ces marchés.

Des représentants du gouvernement et de l'industrie sont allés en Amérique du Sud en janvier pour étudier les possibilités d'exporter de la poudre de lait canadienne.

Le Ministère a continué à aider financièrement l'Association pour la protection du poisson de l'Atlantique Nord à promouvoir le poisson de fond en Amérique du Nord.

Le Ministère a organisé des ventes de poisson et des promotions de commercialisation aux États-Unis et outre-mer.

Produits chimiques

En collaboration avec d'autres ministères des gouvernements fédéral et provinciaux et avec l'industrie, la Direction a achevé son étude sur le secteur des produits d'hygiène. Cette étude, qui constitue la première enquête détaillée jamais réalisée

sur quelque 500 compagnies travaillant dans l'industrie des instruments médicaux, servira à identifier les débouchés.

Un certain nombre d'études de fond connexes ont été réalisées sur:

- la structure de l'industrie pharmaceutique mondiale;
- les stimulants à l'industrie offerts par d'autres pays;
- les marchés futurs et les possibilités de fabrication pour les produits d'hygiène au Canada.

Un rapport sur cette industrie sera publié l'année prochaine ainsi que certaines des études de fond.

La Direction a également participé à des études de produits à court terme, comme:

- une étude visant à repérer les débouchés pour l'acide sulfurique, étant donné que les dispositifs de diminution des émanations de soufre, indispensables pour la protection de l'environnement, produisent de grosses quantités de soufre;
- une étude sur l'acheminement et l'étiquetage des explosifs effectuée afin de mieux identifier les sources de ces produits;
- une étude permanente de la compétitivité de l'industrie pétrochimique canadienne par rapport aux producteurs étrangers.

Électricité et électronique

Électricité

En collaboration avec les compagnies d'électricité, le Ministère a étudié la possibilité d'accepter au Canada du matériel de production et de transmission d'électricité fabriqué au Canada. L'étude a aidé les principaux fabricants de matériel à identifier les possibilités. Elle a également fourni des renseignements pour l'élaboration des politiques industrielles.

Avionique

Ce secteur a bénéficié d'une importante aide financière dans le cadre du Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense pour la mise au point de produits à haute technologie et la modernisation de la base canadienne de production du matériel de défense.

Les ventes et le matériel se sont améliorés au cours de l'année dans l'avionique et l'électronique du matériel de défense; les exportations ont représenté près de 85% de la production globale.

Le Canada a obtenu 50% du marché mondial des simulateurs de vol et une compagnie canadienne a été choisie au deuxième rang pour un système de guidage destiné aux missiles de croisière américains Tomohawk. Ce seul contrat pourrait engendrer des ventes de \$1 milliard et créer 1700 emplois à haute technologie au cours des 15 prochaines années au Canada.

Informatique et micro-électronique

Les ventes de l'industrie informatique canadienne ont augmenté par suite de l'amélioration des politiques d'achat du gouvernement. Le Programme d'expansion des entreprises a été élargi pour y englober les projets touchant le logiciel informatique.

La compagnie Control Data Canada Ltd a exporté 35 ordinateurs Cyber 170 dans 19 pays. Ces ordinateurs ont été mis au point avec l'aide financière du Ministère dans le cadre de l'ancien Programme d'avancement de la technologie industrielle (PAIT).

Télécommunications

L'industrie canadienne des télécommunications a continué à recevoir une aide financière du Ministère en vue d'améliorer sa compétitivité technique et de production sur les marchés intérieurs et internationaux. Parmi les domaines ayant reçu une aide financière, citons les données et signaux vocaux, le traitement des signaux, la radio mobile et les communications rurales.

Le ministère de l'Industrie et du Commerce, ainsi que d'autres ministères du gouvernement fédéral, ont participé au Séminaire international sur les communications par satellite au Pérou. Des démonstrations de transmission en direct par le satellite Hermès ont été organisées afin de démontrer les aptitudes du Canada à l'Amérique du Sud. La démonstration a comporté des programmes en couleurs en provenance du Canada transmis par le satellite Hermès jusqu'à des antennes portatives de trois ou quatre pieds installées sur le toit du Centre des conférences à Lima.

Machines

Le Programme des machines, destiné à promouvoir la croissance et l'amélioration de la productivité dans l'industrie des machines, est demeuré une activité importante de la Direction. Tout en offrant une protection tarifaire aux fabricants et en encourageant l'accroissement du contenu canadien dans la production de machines, le Programme offre aux utilisateurs de machines une remise de droits sur le matériel d'équipement importé qui n'est pas disponible au Canada.

Au cours de l'année, le Ministère a reçu plus de 30 000 demandes englobant des remises de droits de \$210 millions. Les demandes couvraient des achats de matériel d'équipement de pointe, de pièces pas entièrement manufacturées et de systèmes de fabrication complets.

La Direction a continué à aider les entreprises canadiennes à s'équiper pour remplacer les importations. La production de machines devrait augmenter de \$60 millions en 1979-1980 grâce à 50 entreprises canadiennes qui montent des installations de production avec l'aide du Ministère, dont des producteurs de semoirs à la volée et de machines de montage et d'essai de systèmes de servo-freins.

La Direction a conseillé et aidé l'industrie et les associations industrielles à exécuter 17 projets d'expansion qui pourraient créer jusqu'à 700 nouveaux emplois

et aboutir à une production de \$45 à \$50 millions au cours des deux prochaines années.

La Direction a continué à rechercher des marchés d'exportation en parrainant des expositions de machines canadiennes dans neuf foires commerciales. Elle a organisé cinq missions commerciales et aidé plus de 150 compagnies de machines à rechercher des débouchés à l'étranger dans le cadre du PDME.

Avec l'aide de la Direction, des fabricants canadiens de machines ont obtenu des contrats à l'exportation de plus de \$200 millions.

Le Ministère a impliqué 13 compagnies dans une mission industrielle multisectorielle en Finlande, en Suède et en Italie et a démontré les possibilités des machines canadiennes lors de séminaires sur le matériel écologique et sur le matériel agricole en Norvège et en France. Ces activités étaient destinées à améliorer les possibilités canadiennes dans des entreprises à participation dans le Tiers monde.

Un groupe d'étude formé en avril 1978 à la demande de l'industrie en vue d'étudier les possibilités d'exportation de réacteurs CANDU a reçu une aide financière et administrative du Ministère. Le groupe d'étude, composé d'experts-conseils en génie civil et de représentants de sociétés de construction et d'entreprises de fabrication, a recommandé la création d'un comité consultatif qui permettra à l'industrie de participer à la promotion des exportations de réacteurs CANDU.

Transformation des richesses naturelles

Produits primaires du bois

Parmi les activités exécutées par le Ministère dans ce secteur, la Direction a:

- parrainé une visite au Canada d'agents et d'importateurs italiens de bois de construction;

- organisé cinq séminaires sur le bois de construction aux États-Unis pour les fournisseurs canadiens de contre-plaqué et les grossistes américains;
- entrepris une évaluation de l'industrie du contre-plaqué dans le sud des États-Unis;
- achevé une étude sur l'industrie du bois de construction en Scandinavie;
- participé aux travaux d'organismes internationaux intéressés par les produits primaires du bois, dont le Programme intégré pour les produits de base (bois tropical) des Nations Unies;
- commencé des travaux sur le profil de l'industrie des panneaux d'extérieur dérivés du bois; et
- organisé deux réunions du Comité fédéral-provincial d'expansion de l'industrie forestière (CEIF).

Produits du bois manufacturé

L'année financière 1978-1979 a été active pour la Division des produits du bois manufacturé. Elle a participé à un certain nombre de comités consultatifs de l'industrie et intergouvernementaux, publié une importante mise à jour de l'industrie canadienne de la menuiserie et poursuivi des consultations avec le Japon et des pays européens sur la coopération industrielle.

Les produits canadiens de la menuiserie ont été exposés lors du Salon Impact 78 à Louisville au Kentucky. La Division a également participé au Salon Batibouw à Bruxelles dans le cadre d'un important programme de promotion lancé en Europe sur les charpentes en bois.

Une mission portant sur les constructions et les composants industriels s'est rendue au Japon sous les auspices du Ministère tandis que des groupes des Pays-Bas, de Belgique et du Japon sont venus au Canada

pour étudier les habitations à charpente en bois.

Des responsables du Ministère sont allés explorer les marchés pour les armoires de cuisine en Europe occidentale, pour les habitations industrialisées au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et pour les produits du bois en général en Amérique latine.

Pâtes et papiers

Une politique nationale d'expansion des industries forestières a été annoncée en février à la suite des recommandations présentées par le Groupe consultatif de l'industrie des produits forestiers.

La Division des pâtes et papiers a continué d'étudier les problèmes rencontrés par certains sous-secteurs de l'industrie, comme les papiers fins et le façonnage du papier, problèmes soulevés par les négociations commerciales multilatérales. Parmi les travaux réalisés dans ce domaine, un document de travail détaillé a été rédigé sur les coûts de fabrication et la productivité dans l'industrie des papiers fins.

La Division a participé à l'élaboration de normes internationales pour l'emballage, de normes nationales pour les isolants en cellulose de bois et de normes internationales pour le papier d'emballage utilisé dans le transport des matières dangereuses.

Au cours de l'année, de hauts fonctionnaires du gouvernement chinois ont visité des usines de pâtes et papiers, des centres de recherche et des sièges sociaux au Canada sous les auspices du Ministère. Des hommes d'affaires et fonctionnaires canadiens ont été invités à se rendre en Chine

Des cadres de l'industrie des pâtes et papiers se sont rendus en Amérique du Sud avec des fonctionnaires du Ministère en vue d'identifier les possibilités de vente à long terme de produits canadiens des

pâtes et papiers dans les pays d'Amérique latine. La mission s'est rendue au Chili, en Argentine, au Brésil et au Venezuela.

Des efforts considérables ont été déployés tout au long de l'année en vue de promouvoir la coopération industrielle à l'échelon international en adhérant à des comités internationaux dont: le Groupe de travail spécial Canada-CEE des produits forestiers, le Comité économique mixte Canada-Japon, le Comité sino-canadien pour le commerce, le Groupe consultatif Canada-URSS des industries des produits forestiers et le Comité mixte Canada-Cuba.

La Division s'est beaucoup préoccupée de la nécessité de réduire les coûts de production afin de redevenir compétitifs sur la scène internationale. Parmi les travaux réalisés dans ce domaine, citons la publication d'une étude globale sur les industries des produits forestiers, comprenant des renseignements sur les coûts dans d'autres pays.

Sidérurgie

Au cours de l'année, huit compagnies de forgeage et de moulage de l'acier ont reçu une somme totale de \$379 250 dans le cadre d'un programme du Ministère en vue de mettre au point de nouvelles lignes de produits et d'améliorer leur efficacité. La Division a également lancé une étude de l'industrie du forgeage en vue de compléter deux autres études réalisées dans l'industrie de la fonderie des métaux ferreux.

Des responsables du Ministère ont participé à des discussions qui ont abouti à la création d'un Comité spécial sur l'acier au sein de l'OCDE. Il s'agit d'une réalisation importante car le comité constituera une tribune pour discuter des obstacles au commerce international de l'acier. Le Comité devrait encourager une diminution des barrières non tarifaires dans le commerce de l'acier et faciliter la ratification des engagements du GATT dans certains pays.

Le Canada et la Commission des Communautés européennes ont signé au cours de l'année un accord de recherche sur l'acier en vue d'étudier les moyens d'améliorer l'efficacité des hauts fourneaux.

Un nouveau "Répertoire des fabricants d'acier canadiens" a été terminé au cours de l'année. Cette publication a été réalisée par le Ministère en collaboration avec le Canadian Institute of Steel Construction et l'Institut canadien de tôle d'acier en bâtiment.

Métaux non ferreux

Le Ministère a apporté son aide pour la mise au point d'un certain nombre de techniques nouvelles, dont un nouveau processus moins polluant de récupération du nickel dans les minerais et des recherches sur une poudre de cobalt-terres rares utilisable dans les aimants.

Sous la conduite de la Division, une délégation canadienne a assisté aux réunions du Groupe d'étude international du plomb et du zinc pour discuter de l'offre excédentaire de zinc à l'échelon mondial. Des fonctionnaires ont également participé aux réunions du Groupe d'étude du cuivre de la CNUCED et ont participé à la définition de la position de l'industrie pour le projet de Groupe international de discussion sur le nickel.

Une mission composée de neuf producteurs canadiens de métaux non ferreux s'est rendue en Chine sous les auspices du Ministère. Cette mission a entraîné directement des études préliminaires en génie civil qui pourraient valoir un important contrat d'extraction de minéraux à des compagnies canadiennes. Un groupe d'experts chinois de l'industrie minière de l'or est venu au Canada.

Le Ministère a organisé une série de consultations entre les utilisateurs et les fournisseurs de molybdène dont les approvisionnements ont été insuffisants au cours de l'année. La Division a également coordonné les discussions interministéri-

elles visant à trouver d'autres sources d'approvisionnement pour la production de tuyaux en acier. Il a également fallu organiser des réunions entre les producteurs et les consommateurs de cobalt dont les approvisionnements ont également été insuffisants.

Avec l'aide du Ministère, les industries canadiennes du cuivre et du zinc ont fait des représentations fructueuses auprès de la U.S. International Trade Commission (Commission internationale américaine du commerce) pour s'opposer aux restrictions américaines sur les importations de cuivre et de zinc.

La Division a collaboré étroitement avec l'industrie privée, les gouvernements provinciaux et l'Hydro Ontario sur les plans d'une installation canadienne pour le zirconium.

Minéraux industriels

Cette Division a surtout travaillé pendant l'année à l'expansion des marchés pour le charbon canadien. Par exemple, elle a organisé des visites au Japon et en Corée pour une importante mission sur le charbon de chaudière. De même, la Division a terminé une étude sur le marché du charbon cokéifiable au Japon, en Corée, en Inde et au Pakistan.

Avec l'aide des études réalisées par la Division au cours des dernières années, l'industrie du charbon a commencé à diversifier ses marchés au cours de l'année financière. En 1978, les exportations ont atteint un niveau record de 13,6 millions de tonnes de charbon d'une valeur de \$690 millions vers 18 pays. Des entreprises canadiennes ont signé de nouveaux contrats de livraison avec le Mexique, le Brésil, la Suède, la Roumanie, l'Italie, la République fédérale d'Allemagne, la Corée du Sud et l'Inde.

Sous les auspices du Ministère, des responsables canadiens des mines d'amiante ont étudié les possibilités d'extraction

et de broyage de l'amiante en Union Soviétique. Les deux pays se sont montrés intéressés à acheter des petites quantités respectives de matériel.

La Division a participé à un certain nombre de réunions portant sur l'amiante qui se sont déroulées dans le cadre de l'Accord de coopération industrielle Canada-Communauté économique européenne. Lors de ces réunions, les discussions ont porté sur les moyens de mieux protéger les employés contre les dangers de l'amiante.

Construction et services de consultation

La Direction a fourni des services de secrétariat aux principaux groupes consultatifs industrie-gouvernement.

Parmi ces groupes, figure le Conseil pour l'expansion de l'industrie de la construction qui comprend des représentants des affaires, des travailleurs et du gouvernement. Ce groupe donne des conseils au Ministre sur les questions touchant la construction et il a tenu 30 réunions au cours de l'année.

Le Comité consultatif des bénéficiaires industriels provenant de l'exploitation des richesses naturelles, formé il y a trois ans pour accroître l'utilisation de matériel et de services canadiens dans les projets d'exploitation des richesses nationales, a continué à bénéficier des services de secrétariat de la Direction.

Un important groupe d'étude de projets, créé en novembre pour étudier les possibilités de participation technologique et industrielle canadienne dans les principaux projets nationaux, a également obtenu ses services de secrétariat de la Direction de la construction et des services de consultation.

Au cours de l'année, la Direction a organisé trois séminaires portant sur la productivité dans l'industrie de la construction, le contenu canadien et les possibilités du Canada, ainsi que l'arpentage et la cartographie.

La Direction a organisé au cours de l'année sept missions commerciales de coopération industrielle et d'expansion des marchés à l'étranger et deux missions semblables sont venues au Canada. Ces activités faisaient partie de l'effort permanent d'expansion des exportations.

Industries de transport

Industries océaniques

Au cours de l'année financière, les efforts de promotion commerciale déployés par le Ministère au nom des industries océaniques ont augmenté considérablement et ont provoqué une hausse des ventes.

Avec l'aide du Ministère, des entreprises canadiennes ont participé aux Conférences sur la technologie offshore à Houston et à Londres, au Salon du pétrole d'Amérique latine à Rio de Janeiro et au Offshore Stavanger en Norvège. Onze compagnies canadiennes ont présenté des expositions au Canada Trade Centre à Tokyo. Sous les auspices du Ministère, des missions du Japon, du Brésil et de l'Indonésie ont visité le Canada.

Pendant toute l'année, la Division a participé à l'élaboration de projets de financement conjoint de l'expansion technologique par l'industrie et le gouvernement dans ce secteur.

Industries aéronautiques

Des spécialistes de la Division ont continué à surveiller et à évaluer les aspects techniques et financiers de la recherche financée par le gouvernement et réalisée par des entreprises publiques et privées de l'industrie aéronautique. Citons comme exemple le Canadair CL 227, hélicoptère téléguidé de surveillance militaire. Le Ministère a aidé à la mise au point de ce système grâce à une contribution initiale de plus de \$300 000 dans le cadre du Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense. Parmi

les autres exemples, nous pouvons citer l'aide accordée à la compagnie SPAR Aerospace pour la mise au point et la fabrication d'un système de télé-manipulateur pour le programme de navette spatiale des États-Unis et à la compagnie Pratt et Whitney pour la mise au point de petits moteurs de turbine à gaz.

Le bi-réacteur d'affaires Challenger, mis au point par Canadair, a subi avec succès les essais en vol en novembre. Jusqu'à présent, 125 exemplaires de cet avion ont été commandés pour une valeur de \$600 millions. Le financement initial privé de \$128 millions pour la mise au point du Challenger était garanti par le Ministère.

Les derniers des 65 avions-citernes CL 215 fabriqués par Canadair ont été vendus au cours de l'année. Le CL 215 a été acheté par sept pays qui l'utilisent pour la lutte contre les incendies de forêts, les opérations de recherche et de sauvetage et le transport utilitaire. La Direction a participé au cours de l'année à un certain nombre d'études portant sur un projet de fabrication de 45 autres exemplaires de cet avion.

La participation du Canada au Salon de l'aéronautique de Paris au printemps de 1979 a exigé beaucoup de travail. La Division a servi d'agent de liaison avec les 26 compagnies représentées au Salon, a réservé les emplacements, et a fourni un nombreux personnel de soutien pour garantir le succès de la participation canadienne. Au total, le Ministère a dépensé environ \$400 000.

Pièces d'automobile

Avec l'aide du Ministère, les fabricants canadiens de pièces d'automobile ont exposé leurs biens et services à un certain nombre de salons organisés aux États-Unis, dont le Automotive Parts and Accessories Association Trade Show à Chicago, le Southern Automotive Show à Dallas, le New England Automotive Show à Boston et le

Pacific Automotive Show couplé avec le International Automotive Services Industry Show à Las Vegas.

Plus d'une centaine d'acheteurs et d'agents des États-Unis, d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud et d'Europe ont assisté au premier Salon international canadien de l'automobile à Toronto. C'est le seul salon commercial des pièces d'automobile organisé au Canada et il est financé conjointement par le Ministère et par le gouvernement provincial de l'Ontario.

Les activités du Ministère dans ce domaine visent essentiellement à améliorer le commerce des pièces d'automobile avec les États-Unis. Tandis que les exportations à destination des États-Unis ont augmenté de 22% au cours de l'année pour atteindre \$4,7 milliards, les importations ont augmenté de 17% pour atteindre \$8,2 milliards, ce qui laisse un déficit d'environ \$3,5 milliards.

Dans le but de continuer à accroître les exportations, la Division a organisé des missions de fabricants canadiens en Suisse, en Grande-Bretagne, à Singapour, en Corée, en Australie, au Moyen-Orient, en France et en Amérique du Sud.

En même temps, le Ministère a coordonné l'exposition de produits canadiens dans d'autres pays, comme au World Trade Mart à Tokyo et au Salon Automechanika en République fédérale d'Allemagne.

La négociation des décrets élargis de remise de droits de douane sur les pièces d'automobile a constitué une importante activité. Le premier de ces décrets, le décret de remise de droits de douane de Volkswagen, a été approuvé en juillet tandis que les négociations se poursuivaient pour d'autres. En vertu du décret touchant Volkswagen, les achats de composants canadiens d'automobile devraient passer de \$30 millions à \$60 millions par an.

Produits de l'automobile

Même si le déficit du commerce de l'automobile avec les États-Unis a diminué sensiblement en 1978, il demeure une préoccupation importante pour le Canada. Des discussions se sont poursuivies toute l'année entre le Ministère et les principaux fabricants de pièces et de véhicules.

En 1978, le déficit a atteint \$538 millions alors qu'il était supérieur à \$1 milliard l'année précédente. Ce déficit a été compensé par une augmentation de 45% de l'excédent du commerce des véhicules qui a atteint près de \$3 milliards.

Un commissaire a été nommé au cours de l'année pour enquêter sur l'industrie de l'automobile et présenter des recommandations sur les moyens d'améliorer les résultats du Canada. Cette étude, ainsi que les travaux exécutés par le Groupe d'étude consultatif de l'industrie de l'automobile, devraient entraîner plusieurs initiatives de la part du Ministère.

Le déficit commercial des produits de l'automobile avec les pays autres que les États-Unis a augmenté, surtout en raison de la demande accrue de voitures plus petites et plus économiques importées de pays tiers.

Au cours de l'année, le Ministère a obtenu l'approbation du Cabinet pour entamer des discussions avec des fabricants de véhicules de pays tiers en vue d'élargir le programme de remise de droits de douane qui inciterait les entreprises étrangères à acheter d'autres pièces au Canada.

Transport urbain

Tout au long de l'année, des réunions ont eu lieu avec de hauts fonctionnaires américains afin de discuter des implications du règlement d'application de la Loi sur

L'aide au transport de surface (Surface Transportation Assistance Act) qui est entré en vigueur en 1978 et prône l'achat de produits américains (Buy American).

Ce règlement exige que les véhicules de transport en commun importés aient un contenu américain de 50% et que le montage final soit effectué aux États-Unis. Même si les fabricants canadiens peuvent répondre actuellement à ces exigences, le Ministère est préoccupé par le fait que le règlement pourrait aboutir à l'avenir à un transfert accru du travail de montage et d'emplois vers les États-Unis.

Les États-Unis sont demeurés le principal marché du Canada pour les véhicules et le matériel de transport en commun. Les ventes de véhicules de transport en commun urbain ont atteint \$160 millions au cours de l'année, les exportations représentant environ la moitié de ce montant, surtout à destination des États-Unis.

La Division analyse et surveille en permanence les débouchés éventuels pour les produits canadiens. Elle remarque qu'il existe une demande croissante pour les compétences et les techniques canadiennes dans la planification du transport, la gestion de la circulation et les systèmes de contrôle du transport en commun. La Urban Transportation Development Corporation réalise d'importants progrès dans ces domaines, tels les systèmes de propulsion à induction linéaire et les bogies (wagons à 2 essieux).

Au cours de l'année, la principale activité de la Division du transport urbain a consisté à analyser le rapport du Groupe d'étude consultatif déjà mentionné dans le présent document et à y répondre.

Navires et éléments

Une subvention fédérale pour la construction de nouveaux navires a été maintenue au niveau de 20% afin de répondre à l'aide

gouvernementale plus élevée offerte aux concurrents étrangers. Les subventions seront maintenues au niveau de 20% pour les demandes reçues jusqu'au 31 décembre 1979.

Services de transport

Transport de surface

Au cours de l'année, la Direction a continué à offrir une aide directe aux expéditeurs et voici quelques-unes des réalisations:

- la mise au point d'un parcours d'acheminement de l'Ontario à la Californie pour les exportations de bière et d'eau minérale a diminué les coûts de transport de \$1000 par remorque. Cette réalisation a permis à une entreprise canadienne d'entrer en concurrence avec des fournisseurs européens;

- une intervention faite au nom d'une cimenterie des Maritimes a permis de réduire de 38% les coûts de transport et les droits de débarcadère sur les expéditions en vrac. La compagnie a ainsi pu entrer en concurrence pour une commande à l'exportation de \$7,5 millions.

Transport maritime

La Direction a étudié l'impact économique des décisions de la CNUCED sur la disponibilité et les coûts du transport maritime pour les exportateurs canadiens. L'étude se rapportait à la ratification du Code de conduite américain des conférences maritimes et à la nécessité d'une marine marchande canadienne hauturière.

La Direction a également:

- étudié le projet de retenue d'une taxe sur les versements canadiens effectués à des propriétaires de navire non-résidents;

- travaillé à l'élaboration de la Convention des Nations Unies sur le transport des marchandises par mer (dénommée Règlement de Hambourg);
- surveillé le passage de marchandises en conteneurs par les ports américains;
- évalué les problèmes commerciaux provoqués par l'expédition et les grèves dans les ports;
- évalué les implications industrielles de l'augmentation des droits de passage sur la Voie maritime.

Transport aérien

La Direction a travaillé à l'élaboration d'une politique intergouvernementale touchant les services par avion ADAC Dash-7 entre Toronto, Ottawa et Montréal. Elle a également évalué l'instauration de services semblables pour la Colombie-Britannique, le centre du Canada et les Maritimes.

- l'acquisition de Nordair par Air Canada;
- la restructuration des transporteurs aériens régionaux dans l'est du Canada;
- le rôle de CP Air et d'Air Canada;
- l'assouplissement des règlements concernant les vols nolisés intérieurs et la réduction des tarifs aériens intérieurs.

Elle a aidé à négocier un nouvel accord de services aériens avec le Royaume-Uni et elle faisait partie des représentants du Canada lors des discussions touchant le transfert des services Canada-Londres de Heathrow à Gatwick.

Acheminement

La Direction a créé le Comité sur la manutention et l'acheminement des matériaux de l'Association canadienne de normalisation

et a mis au point des normes nationales et internationales d'acheminement en vue d'améliorer la manutention des matériaux et la productivité dans le transport.

Elle a également joué un rôle de pointe dans l'élaboration des politiques canadiennes en vue de réviser les politiques d'acheminement de l'Organisation internationale de normalisation, des normes de la CNUCED sur les conteneurs et des programmes de la Commission économique pour l'Europe en vue de simplifier les documents de commerce international.

Direction générale de la commercialisation des céréales

La production canadienne de blé a atteint 21,2 millions de tonnes en 1978, soit 6% de plus qu'en 1977. La production de céréales fourragères a été d'environ 20,3 millions de tonnes, soit 9% de moins que l'année précédente. Par contre, la production d'oléagineux a été supérieure de 44% à celle de 1977 avec un total de 4,6 millions de tonnes.

Les exportations des six principales céréales (blé, colza, orge, lin, avoine, seigle) ont atteint 19 millions de tonnes, dont 13,1 millions de tonnes pour le blé et la farine, 3,5 millions pour l'orge et 2,2 millions pour les principaux oléagineux.

Le Programme stimulant la commercialisation des céréales et oléagineux (GOMI) a pris fin le 31 mars 1979. Il avait été créé pour encourager l'expansion du marché par le repérage des débouchés et la promotion, l'élaboration de produits et de processus et une aide pour augmenter la capacité des entreprises canadiennes. À son échéance, le Programme avait reçu 108 demandes. De ce chiffre, 78 projets ont été approuvés pour une valeur de \$12,1 millions et l'aide accordée a atteint \$6,7 millions.

Les producteurs recevront plus de \$150 millions en vertu de la Loi sur les paie-

ments anticipés pour le grain des Prairies, soit une hausse de 27% par rapport à l'année précédente, ce qui reflète la diminution des possibilités de livraison de céréales. Les intérêts, pris en charge par le gouvernement, ont atteint \$5,2 millions, soit 50% de plus qu'en 1977-1978, ce qui reflète l'augmentation des avances et la hausse des taux d'intérêt.

Les versements effectués en vertu de la Loi sur le double prix de blé ont atteint \$43,8 millions, soit 66% de plus que l'année précédente. Le minimum de \$3,25 fixé pour les consommateurs canadiens a été modifié en décembre 1978, à cause de la suppression des subventions gouvernementales, afin de lui permettre de fluctuer entre \$4 et \$5 le boisseau.

La Société de l'usine pilote d'amélioration des protéines, huiles et féculents, société industrielle et gouvernementale créée à Saskatoon en juillet 1977, compte maintenant 26 membres dont le gouvernement fédéral, deux gouvernements provinciaux et l'industrie. L'usine a démarré 37 projets pour 20 clients dans la transformation des céréales et oléagineux. Le gouvernement fédéral a contribué pour \$4,5 millions aux coûts d'immobilisations.

L'Institut international du Canada pour le grain, financé conjointement par le Ministère et par la Commission canadienne du blé, a invité 280 personnes de 17 pays à assister à des cours de technologie portant sur les céréales. L'Institut a également organisé un cours semblable à Cuba.

Des missions commerciales parrainées par le Ministère et portant sur les oléagineux sont venues du Maroc, de la Hongrie, du Japon, de la Corée du Sud et de Cuba pour visiter le Canada. Des colloques techniques, également parrainés par le Ministère, ont été organisés au Mexique et au Japon sur l'utilisation de l'huile et de la farine de colza.

Le Ministère a octroyé \$350 000 à la Rape-seed Association of Canada dans le cadre

du Programme d'aide à l'utilisation du colza qui offre une aide pour la recherche et le développement sur l'utilisation du colza.

Services de distribution

La Direction des services de distribution a été créée pour répondre à l'importance croissante des industries du commerce de distribution au Canada.

La section de la distribution de gros et au détail a été organisée et dotée en personnel au cours de l'exercice financier étudié et elle a commencé ses travaux sur les profils de secteur concernant les marchandises générales, la distribution des produits alimentaires et la distribution des médicaments.

Un travail considérable a été réalisé sur la mise au point d'une base de données informatiques qui aidera le Ministère à élaborer des politiques pour ce secteur de l'économie. Ce travail a impliqué beaucoup de consultations avec l'industrie et en particulier avec l'Association des marchands détaillants, la Fédération canadienne des épiciers détaillants, l'Institut canadien de la distribution alimentaire, le Conseil canadien du commerce de détail, l'Association canadienne des importateurs de textiles, l'Association pharmaceutique canadienne et l'Association canadienne du marketing direct.

La Direction a mis au point une enquête sur les maisons de commerce qui servira à préparer un répertoire des maisons de commerce l'an prochain.

Dans le but de développer des liens plus étroits avec les franchiseurs canadiens, la Direction a organisé deux séminaires: "Comment franchiser aux États-Unis" et "L'expansion de votre commerce par le franchisage".

Vers la fin de l'exercice financier, la Direction a publié une bibliographie à l'intention de l'industrie intitulée "Le franchisage: une source d'information".

L'OFFICE DU TOURISME DU CANADA (OTC)

Même si le déficit touristique du Canada est passé de \$1,6 milliard en 1977 à \$1,7 milliard en 1978, on a constaté des signes d'amélioration au cours de l'année car plus de 13,5 millions de personnes sont venues en visite au Canada pour une nuit ou plus. L'attention accrue portée par le gouvernement et l'industrie et le réalignement du dollar canadien y ont contribué. Voici les autres facteurs importants:

- un chiffre record de 1,5 million de visiteurs d'outre-mer;
- plus de 12 millions de visiteurs américains, ce qui diminue considérablement la tendance à la baisse constatée au cours des dernières années;
- moins de voyages de Canadiens à l'étranger (1,6% de visiteurs canadiens en moins aux États-Unis et seulement 1,8% de visiteurs canadiens en plus dans d'autres pays).

Marketing

L'OTC a maintenu 27 bureaux de promotion et d'expansion des marchés au Canada, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France, en République fédérale d'Allemagne, aux Pays-Bas, au Mexique, en Australie et au Japon.

D'importantes campagnes publicitaires ont été lancées aux États-Unis pour promouvoir les vacances de printemps/été et d'automne/hiver. On a parrainé des séminaires à l'intention des professions du domaine des voyages, fait des publicités avec réponse directe et envoyé de la documentation à des groupes d'intérêts particuliers.

Le programme "Canada: Faites le tour!", lancé en janvier 1978 pour encourager les Canadiens à voyager au Canada, offre 54 voyages forfaitaires à des prix compétitifs avec l'OTC en collaboration avec

quatre partenaires de l'industrie touristique. Ce programme a remporté un tel succès que l'on a ajouté de nouveaux partenaires et que le nombre de voyages forfaitaires offerts en 1979 a été porté à 83.

Les partenaires participant au programme sont Air Canada, CP Air, VIA Rail Canada, Pacific Western Airlines/Transair, Québec-air/Hospitalité Tours.

Des publicités de voyages au Canada ont été insérées dans les périodiques canadiens et ont atteint près de 73% de tous les Canadiens. Une campagne lancée dans 175 publications ethniques a invité les Néo-Canadiens à visiter le Canada et à encourager leurs parents et amis de l'étranger à venir leur rendre visite.

Rendez-vous Canada, organisme international de vente touristique parrainé par l'OTC en collaboration avec l'industrie touristique, a réalisé des ventes évaluées à \$38 millions en 1978.

Dans le cadre d'un programme de sensibilisation et de comportement utilisant le thème "Le tourisme nous concerne tous" et le slogan "Tendons la main de l'amitié", l'OTC a lancé une campagne nationale de sensibilisation touristique impliquant les gouvernements régionaux, territoriaux et provinciaux et l'industrie touristique.

Des représentants de l'industrie touristique japonaise ont visité quatre villes canadiennes dans le but d'aider l'industrie touristique canadienne à comprendre le marché touristique japonais et à essayer d'y pénétrer à des prix compétitifs. Près de 128 000 Japonais ont visité le Canada en 1978, soit 31% de plus qu'en 1977.

L'OTC a coordonné l'exposition "Canada Street" lors du 48ème Congrès mondial des voyages de la Société américaine des agents de voyage à Mexico. L'exposition canadienne présentait sept provinces, les territoires et l'industrie.

L'OTC a aussi réalisé d'autres travaux:

- envoyé plus de 10 millions de brochures de documentation et plus de 53 000 photos;
- distribué plus de 21 000 copies de films et 600 cassettes vidéo représentant 120 titres à la télévision et dans les cinémas de six pays;
- parrainé plus de 110 séminaires de promotion au Canada, aux États-Unis et outre-mer;
- parrainé les tournées de 400 représentants des médias au Canada;
- préparé une centaine d'articles sur les voyages pour des publications canadiennes et américaines.

Planification des politiques et relations avec l'industrie touristique

Le Groupe d'étude consultatif de l'industrie touristique a étudié les problèmes de l'industrie touristique au Canada avec l'aide de l'OTC. Son rapport présenté au gouvernement renfermait 132 recommandations.

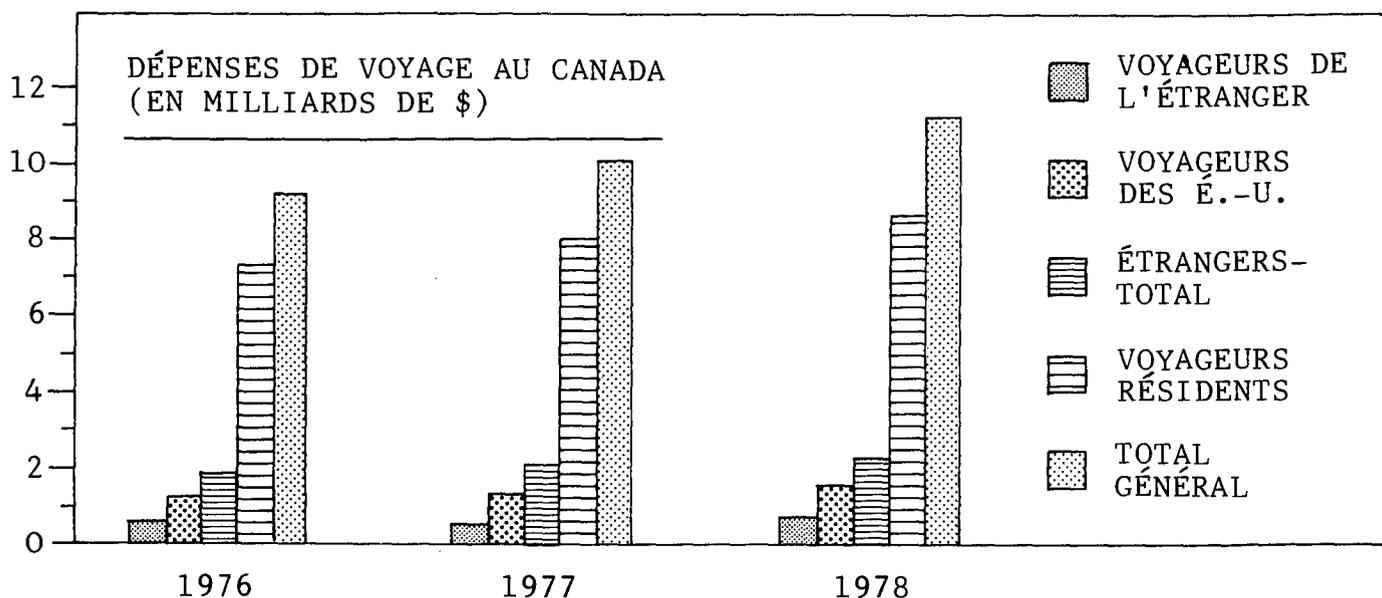
Trois conférences fédérales-provinciales sur le tourisme ont eu lieu en 1978-1979.

Le Comité consultatif national sur les services d'hébergement et de restauration s'est réuni à Edmonton et à Winnipeg au cours de l'année pour discuter du besoin d'une amélioration de la formation du personnel et d'une prise de conscience dans l'industrie touristique.

Une somme de plus de \$750 000, reçue dans le cadre des Projets à forte concentration en main-d'oeuvre et de la Compagnie des travailleurs d'été, a servi à fournir des emplois dans des projets ayant trait au tourisme en collaboration avec les provinces et les territoires.

Un mémoire sur les Vols avec réservation à l'avance (VARA) pour le transport aérien intérieur a été présenté au Comité du transport aérien de la Commission canadienne des transports. Un guide de l'industrie touristique intitulé "Hébergement touristique saisonnier" et un répertoire des cours offerts en rapport avec le tourisme dans les écoles et institutions canadiennes ont été publiés.

Des sous-ententes de développement du tourisme entre le Canada et les provinces ont été signées avec le Manitoba et la Colombie-Britannique sur les mêmes bases que les accords signés précédemment avec Terre-Neuve, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et le Québec.



ADMINISTRATION ET PERSONNEL

Gestion financière

Un nouveau système informatique, destiné à fournir un meilleur contrôle de gestion sur l'information et les finances, a été installé dans la Direction des services financiers. Le système intègre les fonds disponibles et les fonds engagés, contrôle le budget, les chèques et la caisse, présente les rapports financiers et tient à jour le Grand livre général.

Services professionnels et administratifs

Un Programme centralisé de gestion des documents a été mis en oeuvre en 1978-1979. Au cours de l'année, on a traité 94 mètres cubes de dossiers, dont 48 mètres cubes ont été reçus dans la zone d'entreposage du Ministère et 56 mètres cubes envoyés au Dépôt des documents des Archives publiques.

Le problème de l'important volume de la correspondance et des travaux de dactylographie du Ministère a été partiellement allégé par l'introduction des sections de traitement des mots sur trois étages au bureau principal à Ottawa. Du matériel semblable a été également installé dans tous les bureaux régionaux du Ministère.

Des systèmes informatisés ont été mis au point en vue d'améliorer la qualité de l'information disponible au sein du Ministère, dont le Système de contrôle des permis d'importation et d'exportation, le Système ministériel de gestion financière et le Système d'information sur la commercialisation des pêches couvrant les prises de poisson et les statistiques commerciales.

Un nouveau système de gestion et de directives a été préparé en vue d'assurer la mise au point efficace et rentable des systèmes de traitement électronique des données.

En 1978-1979, le Ministère a dépensé \$4 millions pour acheter des services informatiques du secteur privé. Cette pratique, qui avait coûté \$2,7 millions en 1977-1978, est suivie lorsque l'achat se révèle moins coûteux.

Personnel

Le Comité supérieur de gestion a achevé une étude interne de tous les postes de cadres supérieurs et équivalents. L'exactitude du système d'information sur la gestion du personnel a été améliorée et un nouveau système de données a été mis en place pour le Service des délégués commerciaux.

Les questions touchant le Ministère ont été discutées lors des réunions du Comité syndical-patronal et un large éventail de services de consultation a été offert.

La section des ressources humaines a formulé, approuvé et mis en oeuvre un plan de gestion du personnel, engagé des stagiaires par l'intermédiaire du programme de recrutement MBA/MPA, fourni des prévisions d'information à la Direction et lancé des programmes de promotion de la femme.

La section des opérations a procédé à environ 1600 opérations de dotation en personnel et 1400 opérations de classification, réorganisé plusieurs directions et sections et mis en place de nouvelles modalités de dotation en personnel. Le système de paie a été décentralisé par le ministère des Approvisionnements et Services au profit des bureaux de paie régionaux.

Un Comité ministériel de coordination a approuvé le Programme des langues officielles du Ministère et ses objectifs. Le régime de la prime au bilinguisme et l'identification du profil linguistique des postes bilingues ont été mis en oeuvre.

COMMISSION DU SYSTÈME MÉTRIQUE

À la fin de l'exercice financier, le Programme canadien de conversion au système métrique était achevé à 39%. La planification et le calendrier de plus de 80 secteurs sont terminés et la mise en application a commencé. Au total, 20 secteurs ont achevé au moins 75% de leurs activités planifiées.

La Commission canadienne du système métrique a maintenant organisé 50 réunions depuis le lancement du programme en 1972. Le Comité interministériel de la conversion au système métrique, qui coordonne les activités de conversion du gouvernement fédéral, s'est réuni 18 fois.

Les provinces et les territoires mettent en oeuvre leurs propres programmes de conversion au système métrique en prenant des mesures législatives et réglementaires. Dans 9 des 12 capitales provinciales et territoriales, des centres d'information fonctionnent avec un partage des frais. Le Comité intergouvernemental de la conversion au système métrique s'est réuni 20 fois.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE
État des dépenses
pour l'année financière 1978-1979

		\$ (000)
<u>Programme commercial et industriel</u>		
Dépenses d'exploitation		
- Traitements et pensions de retraite	70 343	
- Autres	<u>39 999</u>	110 342
Subventions et contributions		
- Programme d'expansion des entreprises	24 180	
- Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense	52 200	
- Programme de développement des marchés d'exportation	8 815	
- Subventions pour la construction de bateaux de pêche et de commerce	59 190	
- Conversion au système métrique	800	
- Programme d'intégration des diplômés à la PME	1 737	
- Prêts aux petites entreprises - pertes	1 389	
- Paiement des pertes d'assurance du PEE	1 227	
- Programme fédéral à forte concentration en main-d'oeuvre	5 147	
- Divers	<u>4 364</u>	159 049
Prêts et investissements		
- Prêts à la Société de Havilland Aircraft	4 741	
- Prêts dans le cadre du Programme d'expansion des entreprises	5 300	
- Prêts consentis à l'industrie de la défense pour l'aider à moderniser ses usines	6 000	
- Prêts dans le cadre du Programme de redressement de l'industrie de la chaussure et du tannage	(355)	
- Prêts consentis à Canadair pour le financement des avions-citernes	<u>70</u>	15 756
		<u>285 147</u>
<u>Programme du tourisme</u>		
Dépenses d'exploitation		
- Traitements et pensions de retraite	7 574	
- Autres	<u>19 960</u>	27 534
Subventions et contributions		
- Divers		859
		<u>28 393</u>
<u>Programme des céréales</u>		
Dépenses d'exploitation		
- Traitements et pensions de retraite	1 183	
- Autres	<u>600</u>	1 783
Subventions et contributions		
- Ventes de blé (crédits)	11 409	
- Versements à la Commission canadienne du blé pour couvrir les frais encourus pour les réserves de grains de provende	2 200	
- Versements à la Commission canadienne du blé pour l'acquisition de wagons-trémies couverts	838	
- Versements en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	5 193	
- Double prix du blé	43 826	
- Programme de stabilisation des céréales de l'Ouest	53 157	
- Versements aux producteurs canadiens de blé	405	
- Versements au CN et au CP pour la restauration de wagons couverts	2 911	
- Aide à l'industrie canadienne de transformation du colza	3 839	
- Divers	<u>4 888</u>	128 666
		<u>130 449</u>
Total du Ministère		<u>443 989</u>

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE
 État des recettes
pour l'année terminée le 31 mars 1979

	\$ (000)
Rendement des investissements	
Intérêts sur les prêts consentis à la Société pour l'expansion des exportations	92 892
Intérêts sur les prêts consentis à la Banque fédérale de développement	60 128
Intérêts sur les prêts consentis aux fabricants de produits d'automobile	640
Intérêts sur les prêts consentis à l'industrie pharmaceutique	34
Intérêts sur les prêts consentis à l'industrie de la chaussure et du tannage	38
Intérêts sur les prêts consentis dans le cadre du Programme d'expansion des entreprises	559
Divers	442
Recettes diverses	4 143
Remboursements de dépenses des années précédentes	6 447

HC

111

~~Auteur~~ Auteur

Canada. Ministère de l'industrie et du commerce.

1978-

Rapport annuel. 1978-1979.

1979

Titre/Titre
c.2

Date	Borrower Emprunteur	Room Pièce	Telephone Téléphone
1978	124 to Dept. Veterans Affairs		
1978	124 to Privy Council		

INDUSTRY CANADA/INDUSTRIE CANADA



134444

